

# Bilan 2019 de l'emploi au Québec

**Des postes vacants:  
de temporaires à permanents?**

Jean-Guy Côté et Simon Savard



# Bilan 2019 de l'emploi au Québec

## Des postes vacants : de temporaires à permanents ?

Jean-Guy Côté et Simon Savard

### À propos de l'Institut du Québec

L'Institut du Québec axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

Institut du Québec  
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Bur. 3.450  
Montréal (Québec) H3T 2A7

[institutduquebec.ca](http://institutduquebec.ca)

[@InstitutduQC](https://twitter.com/InstitutduQC)

#### Pour citer ce rapport :

Bilan 2019 de l'emploi au Québec  
Des postes vacants : de temporaires à permanents ?  
Jean-Guy Côté et Simon Savard

Institut du Québec, 2020.

Mise en page : Jérôme Boivin image de page couverture: iStock @Passakorn\_14

© Institut du Québec

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Sommaire</b> .....	<b>4</b>
<b>L'emploi au Québec</b> .....	<b>5</b>
Création d'emploi .....	<b>5</b>
Méthodologie .....	<b>6</b>
Temps plein ou temps partiel .....	<b>8</b>
Privé ou public .....	<b>10</b>
Travailleurs autonomes .....	<b>12</b>
Montréal et les régions .....	<b>13</b>
Secteurs d'activité .....	<b>15</b>
Taux de chômage .....	<b>17</b>
Montréal .....	<b>18</b>
<b>Indice de l'emploi de l'IDQ: vigueur et qualité</b> .....	<b>19</b>
<b>Les enjeux démographiques</b> .....	<b>21</b>
La situation de l'emploi pour les immigrants .....	<b>23</b>
<b>Conséquence: des postes vacants</b> .....	<b>25</b>
<b>Analyse et Conclusion</b> .....	<b>28</b>

# SOMMAIRE

Entre 2015 et 2019, l'économie québécoise a créé au net plus de 280 000 emplois. Cinq ans de création d'emploi qui confirment un marché du travail influencé par une croissance économique vigoureuse mais aussi par un changement structurel dû au vieillissement de la population.

Pour mesurer ce facteur d'importance pour l'économie de la province, l'Institut du Québec (IDQ) publie chaque mois un indice qui vise à suivre l'évolution de la vigueur du marché du travail et de la qualité de l'emploi au Québec. Ces analyses, qui brossent un portrait des tendances du marché du travail, sont également mises à jour sur une base annuelle. La plupart des indices publiés en 2018 et en 2019 ont mis l'accent sur la vigueur exceptionnelle et la qualité en hausse du marché de l'emploi au Québec, ce qui s'est notamment traduit par une augmentation des postes vacants. Cette année encore, le bilan annuel de l'emploi de l'IDQ dresse un portrait très positif du marché du travail québécois :

Ainsi, ce sont 57 400 nouveaux emplois nets qui ont été créés dans la province au cours de 2019. Comme pour les années passées, ces nouveaux postes sont en grande majorité dans le secteur des services et il s'agit principalement d'emplois à temps plein.

D'autres constats sont dignes de mention :

- Bien que la population du Québec se soit accrue de 2,4 millions de personnes depuis 1976, le nombre de chômeurs y est, quant à lui, sensiblement le même qu'à cette période. Si bien, que pour une deuxième année consécutive, il est inférieur à celui de la moyenne canadienne.
- Autre constat : cette baisse du taux de chômage a entraîné dans son sillage le recul du taux de chômage des immigrants. Si bien que l'écart entre le taux de chômage des natifs et celui des nouveaux arrivants s'est à nouveau resserré en 2019. En matière d'intégration des immigrants, il reste toutefois encore du travail à accomplir, notamment en ce qui a trait à notre capacité à les intégrer plus rapidement sur le marché du travail.
- À l'échelle canadienne, la Colombie-Britannique (4,5 %) et le Québec (3,6 %) représentent les provinces qui affichent les taux de postes vacants les plus élevés au Canada. L'Île-du-Prince-Édouard et l'Ontario suivent de près, avec des taux de 3,4 % et 3,2 %, respectivement. Par ailleurs, c'est au Québec que la croissance annuelle du nombre de postes vacants s'est avérée la plus élevée au cours de la dernière année.

Ces phénomènes sont principalement attribuables à un resserrement du marché du travail. Cette nouvelle réalité devrait perdurer jusqu'à l'horizon 2030. Tous les indicateurs, particulièrement le nombre de postes vacants, font actuellement foi de cette transformation du marché de l'emploi.

Cette situation semble devenir la nouvelle norme du marché de l'emploi au Québec, avec les conséquences qui en découlent : remise en question de l'expansion de certaines entreprises, diminutions des services, difficultés de recrutement dans le secteur public, etc. La rareté de la main-d'œuvre, à moins de revers économiques, est là pour rester.

Ainsi, dans le contexte d'un quasi plein emploi, la création d'emplois ne peut plus être la variable phare des politiques économiques du gouvernement du Québec. La création de valeur devient la mesure à privilégier. Cette mesure implique un investissement dans la qualité de la main-d'œuvre (notamment par la formation) et son adéquation avec les besoins du marché du travail.

Une information de meilleure qualité sur les besoins du marché s'avère donc une première étape incontournable. Dans un précédent rapport,<sup>1</sup> l'IDQ identifiait quelques groupes sous-représentés sur le marché de l'emploi : les femmes, les jeunes, les travailleurs expérimentés, les immigrants, les personnes vivant avec une incapacité et les peuples autochtones. Dans l'ensemble, des gains peuvent être encore réalisés – surtout en matière d'intégration des immigrants nouvellement arrivés et de rétention des travailleurs d'expérience – pour dynamiser le marché du travail et améliorer son inclusivité. Enfin, des investissements dans l'automatisation de nos entreprises jumelées à une main-d'œuvre mieux qualifiée et éduquée devrait constituer le pilier ultime d'une politique économique appropriée.

1 Homsy et Scarfone, 2019

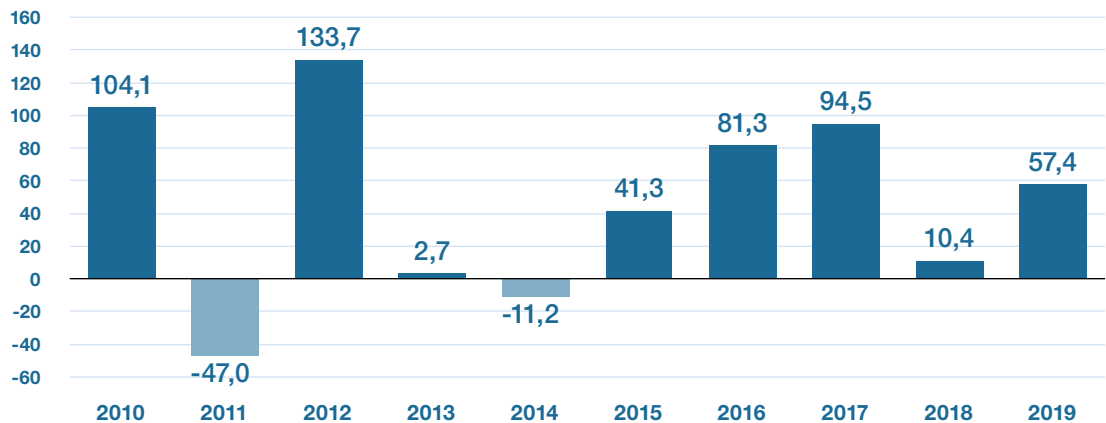
# L'EMPLOI AU QUÉBEC

Portée par la poursuite d'une embellie économique, 2019 marque la cinquième année consécutive de croissance positive de l'emploi au Québec. Ainsi, entre 2015 et 2019, la province aura créé au net plus de 280 000 emplois. Cette section propose une analyse des tendances en matière d'emploi observées au Québec au cours de la dernière décennie selon les indicateurs suivants : la création d'emploi, le taux de chômage et les douze indicateurs de l'Indice de l'emploi de l'IDQ.

## Création d'emploi

Si on observait un ralentissement de la création nette d'emplois au Québec en 2018, cette dernière a repris de la vitesse en 2019.<sup>2</sup> Ainsi, le Québec comptait en décembre dernier quelque 5,5 fois plus d'emplois (57 400) qu'un an auparavant (10 400 emplois).

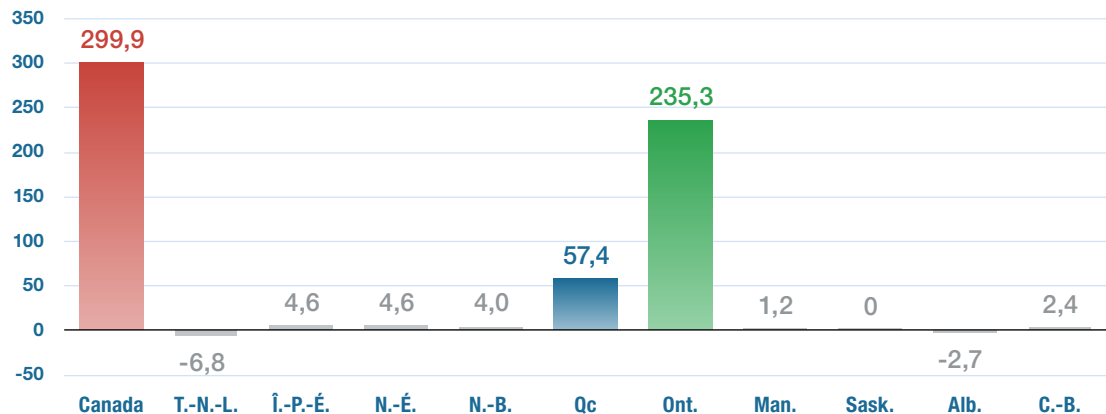
**Graphique 1**  
Création nette  
d'emploi au Québec  
données désaisonnalisées;  
en milliers



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0287-01

Lorsque l'on compare le Québec au reste du Canada, on constate que sept des dix provinces canadiennes affichaient un solde positif en matière de **création d'emploi en 2019**, y compris le Québec. Toutefois, le Québec et l'Ontario comptaient pour l'essentiel de la création nette d'emploi totale au pays.

**Graphique 2**  
Création nette d'emploi  
au Canada en 2019  
données désaisonnalisées;  
en milliers



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0287-01

<sup>2</sup> Note : pour l'ensemble de ce document, nous traitons des variations d'emplois de décembre 2018 à décembre 2019. Plusieurs analystes utilisent dans leur bilan de fin d'année la moyenne de 2019 comparativement à la moyenne 2018. Chaque méthode présente ses forces et ses faiblesses. Comme nous désirons mieux cerner le « point d'inflexion » que représente l'année 2019, nous avons opté pour la variation de niveau à niveau. Pour plus d'information, consulter l'encadré de la page suivante.

# MÉTHODOLOGIE

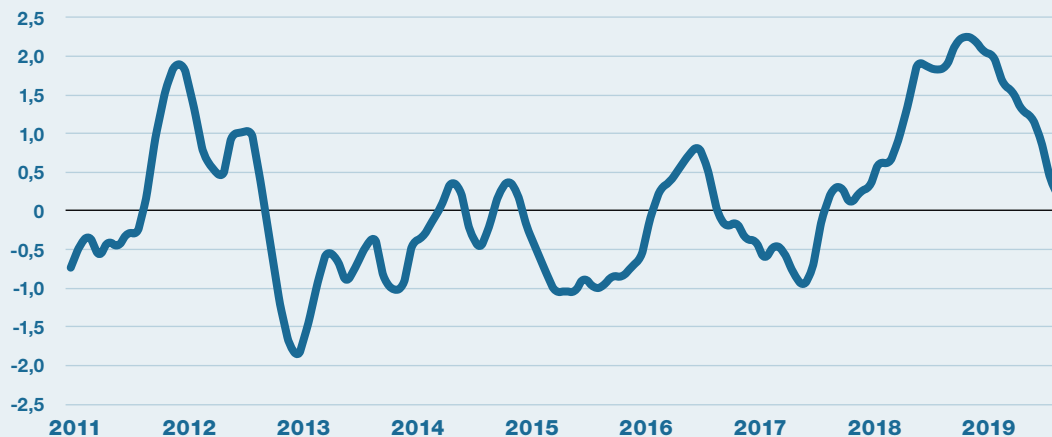
## SOURCE DES DONNÉES

Pour l'ensemble de cette analyse, nous avons utilisé les données provenant de l'*Enquête sur la population active (EPA)* réalisée par Statistique Canada auprès des ménages canadiens. L'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH)* – une autre enquête effectuée mensuellement par Statistique Canada – a, pour sa part, servi à estimer le nombre d'emplois occupés au Québec. Ces données proviennent d'un recensement des retenues salariales fournies par l'Agence de revenu du Canada. Comme la méthodologie utilisée dans ces deux enquêtes diffère, les résultats peuvent s'avérer également différents. Ainsi, en comparant les données non désaisonnalisées, on remarque que la croissance de l'emploi de l'EERH a systématiquement dépassé celle de l'EPA depuis octobre 2017 (voir le graphique 3). Puisque les résultats de l'EPA sont publiés deux mois avant ceux de l'EERH, et que cette enquête aborde des dimensions socioéconomiques d'intérêt pour l'IDQ (par exemple, l'intégration des immigrants sur le marché du travail), nous l'avons favorisée dans le cadre de ce bilan de l'emploi.

Graphique 3

### Différence entre les croissances annuelles de l'emploi de l'EERH et de l'EPA

en points de pourcentage; moyennes mobiles de 3 mois



Sources : Statistique Canada, tableaux : 14-10-0202-01 et 14-10-0287-01

# MÉTHODOLOGIE

## QUEL INDICATEUR CHOISIR ENTRE LE NIVEAU ET LA MOYENNE POUR MESURER LA CRÉATION D'EMPLOI?

**Quelle est la façon la plus pertinente de mesurer la création d'emploi: la variation en niveau de décembre 2018 à décembre 2019 ou la moyenne annuelle de 2019 par rapport à celle de 2018?**

Les deux mesures peuvent indiquer une performance différente, mais elles peuvent toutes deux s'avérer pertinentes puisqu'elles présentent des aspects distincts et complémentaires de la réalité.

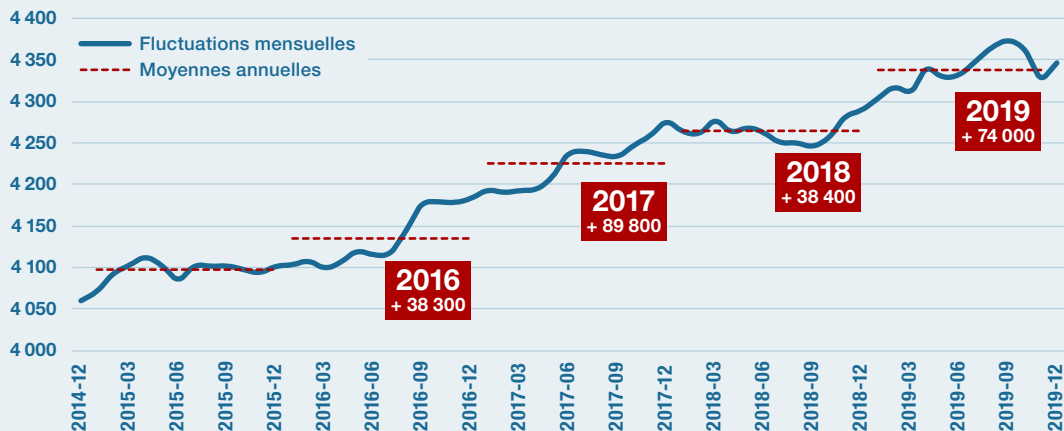
L'analyse de l'évolution de l'emploi en niveau permet de mieux identifier les « points d'inflexion », c'est-à-dire les changements de tendances. Nous pouvons ainsi affirmer avec un bon degré de certitude qu'après s'être estompé en 2018, le marché du travail a repris de la vigueur en 2019. Néanmoins, observer l'évolution moyenne d'une année à l'autre permet de nuancer les conclusions et de mieux apprécier la forte croissance de l'emploi notée dans le troisième trimestre de 2019, tout en atténuant l'impact des fluctuations aléatoires des données mensuelles plus volatiles.

En niveau, on constate qu'un nombre important d'emplois a été créé au net au Québec l'an dernier. Toutefois, les données de l'*Enquête sur la population active* sont volatiles – et encore davantage au niveau provincial. Il peut donc être également juste de constater que le niveau d'emploi était plus élevé sur l'ensemble de 2019 que sur l'ensemble de 2018. Effectivement, si on compare le niveau d'emploi moyen en 2019 à celui de 2018, nous pouvons affirmer qu'en moyenne près de 74 000 emplois de plus ont été occupés tout au cours de l'année, bien qu'un sommet atteint en septembre 2019 ait été suivi d'une baisse notable au cours des deux mois qui ont suivi.

Graphique 4

### Nombre d'emplois au Québec

données désaisonnalisées; en milliers



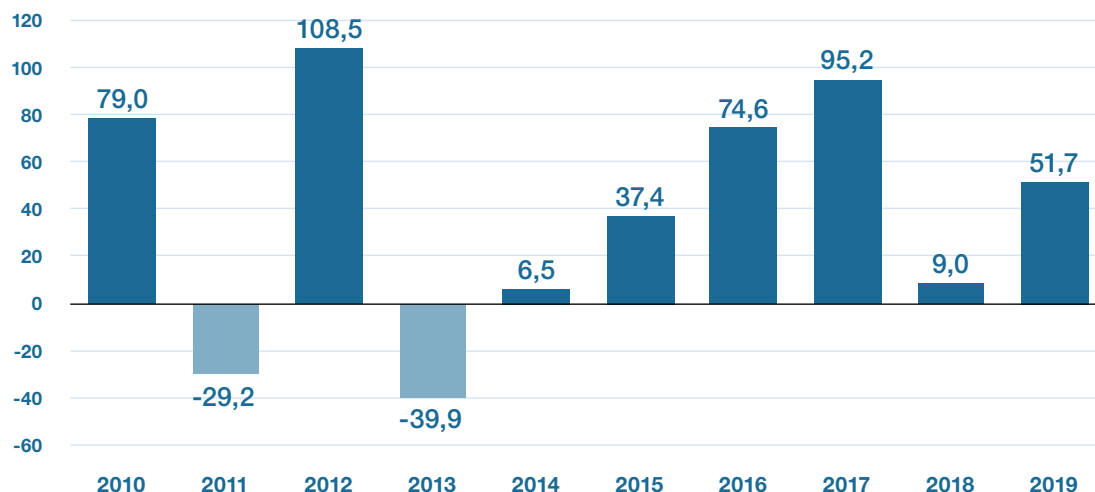
Source: Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

Peu importe la méthode retenue, sur cinq ans, la tendance de fond demeure la même: il y a, aujourd'hui au Québec, environ 280 000 emplois de plus qu'en décembre 2014 (soit cinq ans auparavant).

## Temps plein ou temps partiel

Des 57 400 emplois nets créés en 2019, 51 700 représentaient des postes à temps plein, ce qui témoigne d'une croissance d'environ 1,5 % du nombre d'emplois à temps plein au cours de la dernière année. Depuis 10 ans, ce sont près de 400 000 emplois à temps plein qui ont été créés au Québec, et l'année 2019 est la sixième année consécutive de croissance pour cette catégorie d'emplois.

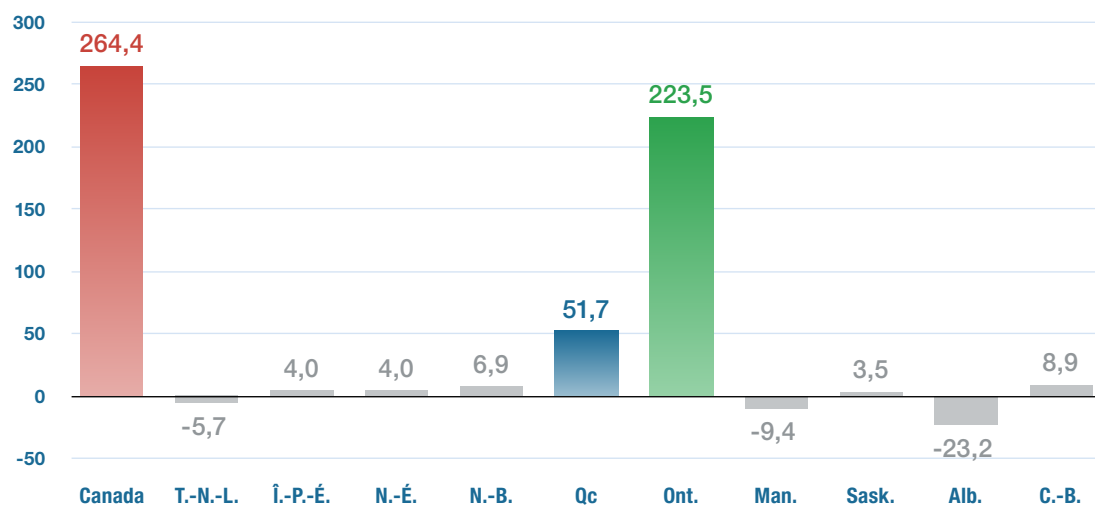
**Graphique 5**  
Création nette  
d'emploi à temps  
plein au Québec  
données désaisonnalisées;  
en milliers



Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0287-01

Le Québec, l'Ontario, la Saskatchewan, la Colombie-Britannique et les provinces maritimes ont enregistré des variations positives en matière d'emplois à temps plein alors que l'Alberta, le Manitoba et Terre-Neuve-et-Labrador en ont perdu.

**Graphique 6**  
Création nette  
d'emploi à temps plein  
au Canada en 2019  
données désaisonnalisées;  
en milliers



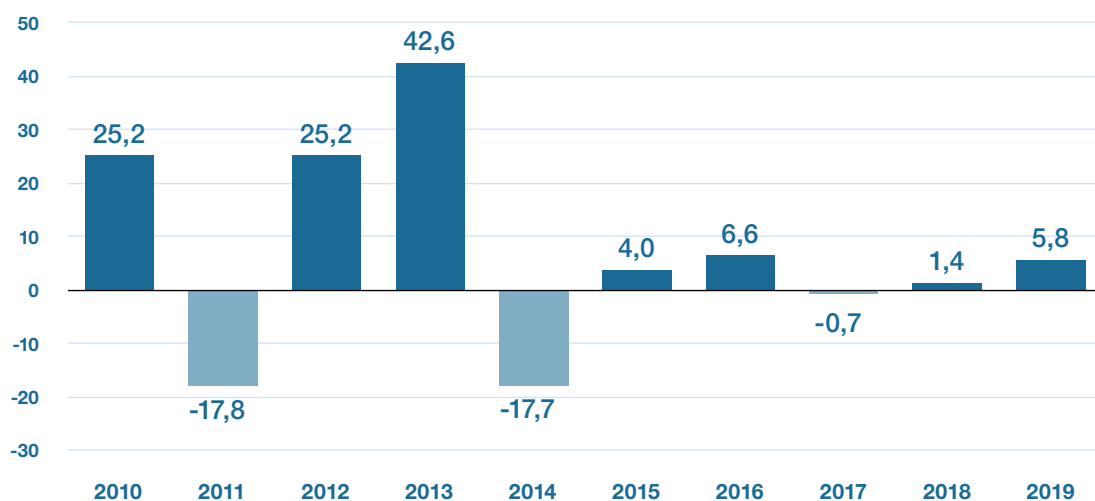
Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0287-01



Comme l'an dernier, l'**emploi à temps partiel** ne montre pas de variation significative. Malgré la création de 5 800 emplois nets à temps partiel l'an dernier au Québec, aucune croissance nette n'a été observée dans cette catégorie d'emploi entre 2013 et 2019. Cela va à l'encontre d'une certaine hypothèse selon laquelle une partie de la population opterait désormais pour ce type d'emplois avant de prendre leur retraite définitive. De plus, plusieurs s'attendaient à ce que l'émergence supposée de la *gig economy* (économie de la pige) mène à une augmentation du nombre d'emplois à temps partiel. Si tel est le cas, cela n'apparaît pas encore dans les données. Le phénomène est toutefois peut-être encore trop marginal par rapport à la taille du marché du travail québécois pour pouvoir être observé.

Selon notre indice mensuel, la proportion de travailleurs à temps partiel qui le sont de façon volontaire a toutefois atteint un sommet. Donc, une grande majorité des Québécois occupant un emploi à temps partiel semblent le faire plus par choix que par manque d'opportunité économique.

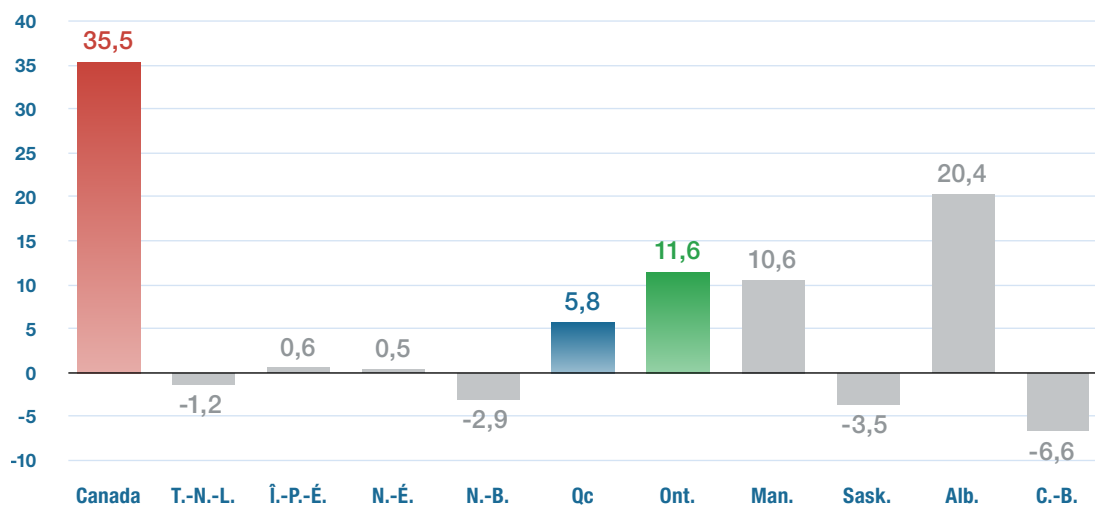
**Graphique 7**  
Création nette  
d'emploi à temps  
partiel au Québec  
données désaisonnalisées;  
en milliers



Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0287-01

En matière de création d'emploi à temps partiel, lorsqu'on compare la réalité québécoise à celle des autres provinces canadiennes, on constate que le Québec diffère peu de ses voisins.

**Graphique 8**  
Création nette d'emploi  
à temps partiel au  
Canada en 2019  
données désaisonnalisées;  
en milliers



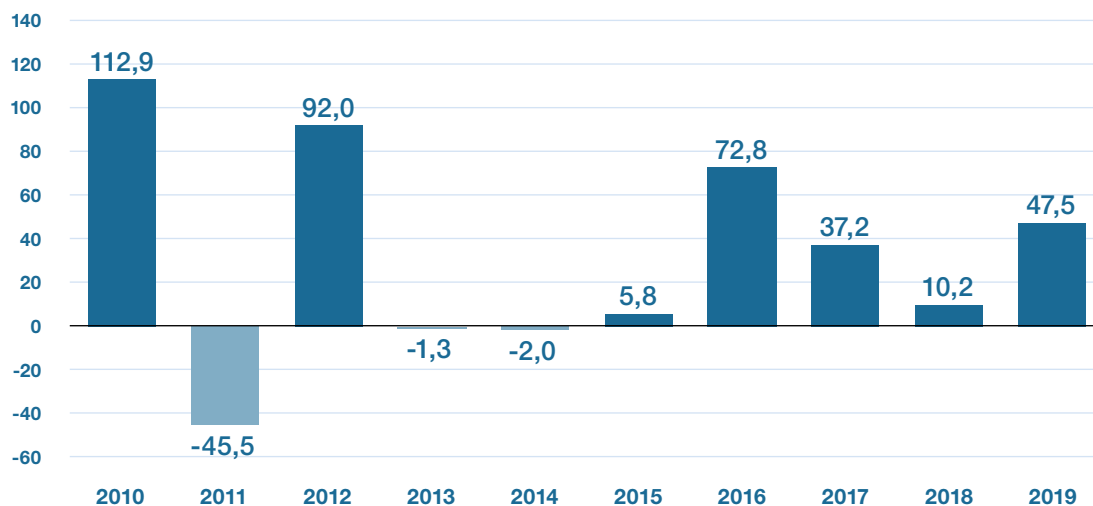
Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0287-01

## Privé ou public

En 2019, la croissance nette de l'emploi dans le secteur privé est revenue à un niveau semblable, et même supérieur, à celui observé en 2017. Si l'année 2018 s'était montrée moins dynamique en cette matière, l'année 2019 confirme une tendance à la hausse observée depuis 2014. La dernière décroissance notable dans cette catégorie remonte à 2011, et l'évolution des postes vacants abordée à la section 5 semble indiquer que la contrainte n'est pas tant due au nombre de postes affichés qu'à la disponibilité des travailleurs. Il pourrait ainsi s'agir davantage d'une contrainte d'offre que de demande de main-d'œuvre.

**Graphique 9**  
Création nette d'emploi  
dans le secteur privé  
au Québec

données désaisonnalisées ;  
en milliers

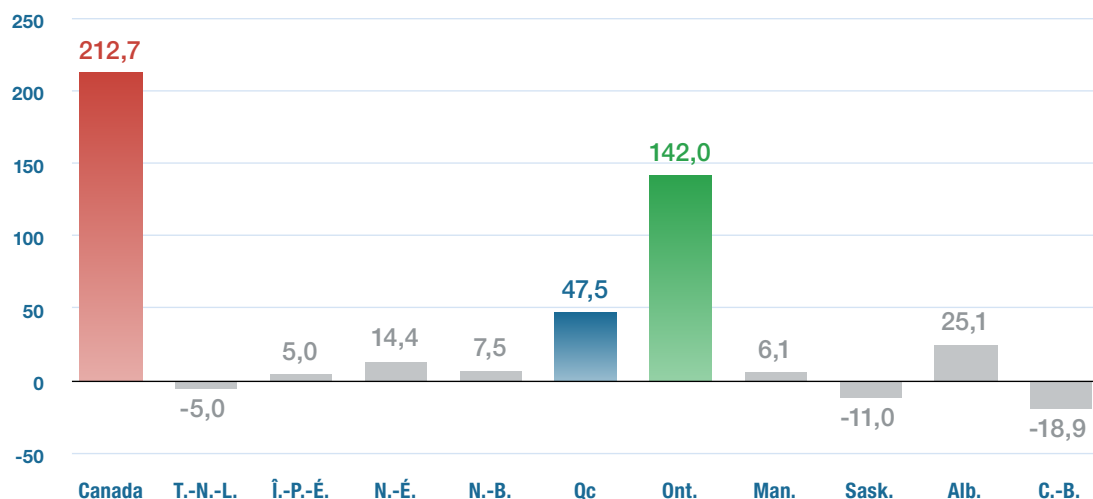


Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0288-01

À l'échelle canadienne, la **création d'emploi dans le secteur privé** a été plus importante dans l'ensemble des provinces de l'Atlantique (en proportion de la population) qu'ailleurs au pays, l'Ontario récoltant la part du lion en nombre absolu.

**Graphique 10**  
Création nette d'emploi  
dans le secteur privé  
au Canada en 2019

données désaisonnalisées ;  
en milliers

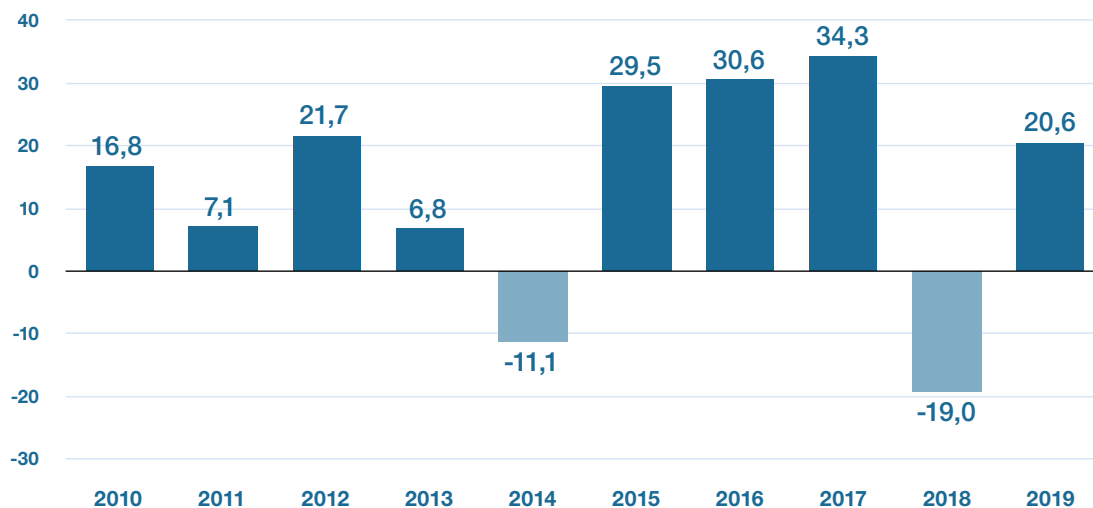


Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0288-01

Alors que nous avons observé un déclin important du nombre d'**emplois dans le secteur public au Québec** en 2018, un changement de cap semble s'être amorcé en 2019. Les gains réalisés en matière de création d'emploi dans ce secteur ont été tels qu'ils ont permis de combler les pertes encourues l'année précédente. Ce revirement de situation va de pair avec la hausse des dépenses de programmes prévues dans les budgets provincial et fédéral au-delà de l'inflation. Il faut également rappeler que le secteur public englobe, non pas seulement les employés de la fonction publique, mais également ceux des commissions scolaires, des Cégeps, des universités, des municipalités et de tous les autres secteurs à caractère public au Québec.

**Graphique 11**  
Création nette d'emploi  
dans le secteur public  
au Québec

données désaisonnalisées ;  
en milliers

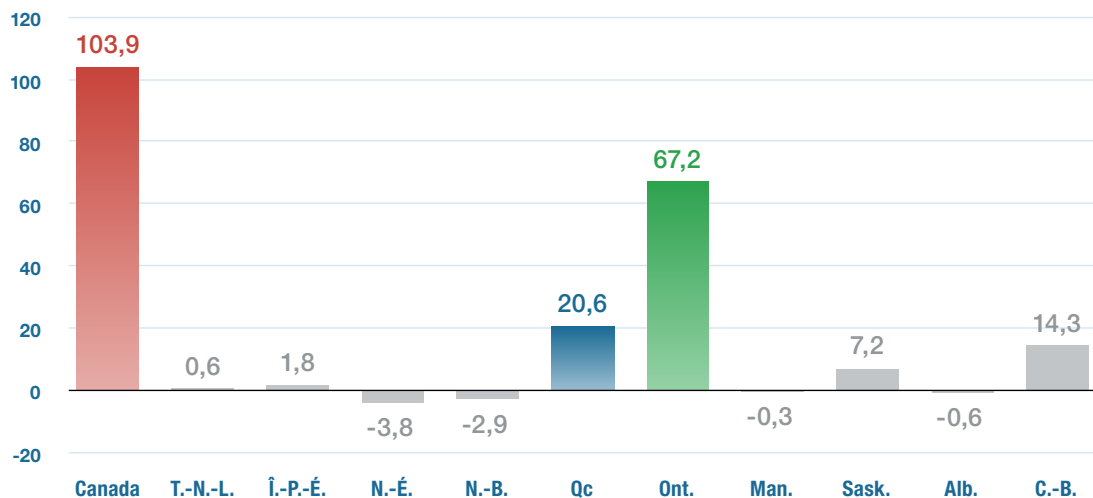


Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0288-01

Au Québec et en Ontario, l'évolution des postes dans le secteur public en 2019 a suivi une trajectoire similaire à celle des emplois dans le secteur privé.

**Graphique 12**  
Création nette d'emploi  
dans le secteur public  
au Canada en 2019

données désaisonnalisées ;  
en milliers

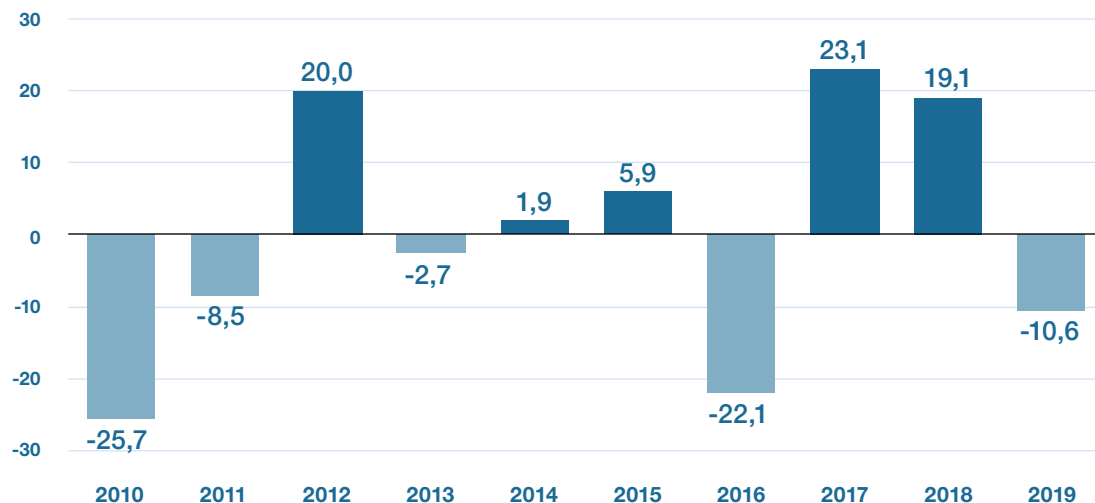


Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0288-01

## Travailleurs autonomes

Le nombre de travailleurs autonomes a diminué au Québec en 2019 (-10 600). Notons que ce poste a plutôt tendance à croître en période de ralentissement économique. Par conséquent, ce transfert des travailleurs autonomes vers des emplois à temps plein pourrait bien s'expliquer par le nombre croissant de postes à pourvoir au Québec, les travailleurs autonomes se trouvant des postes permanents.

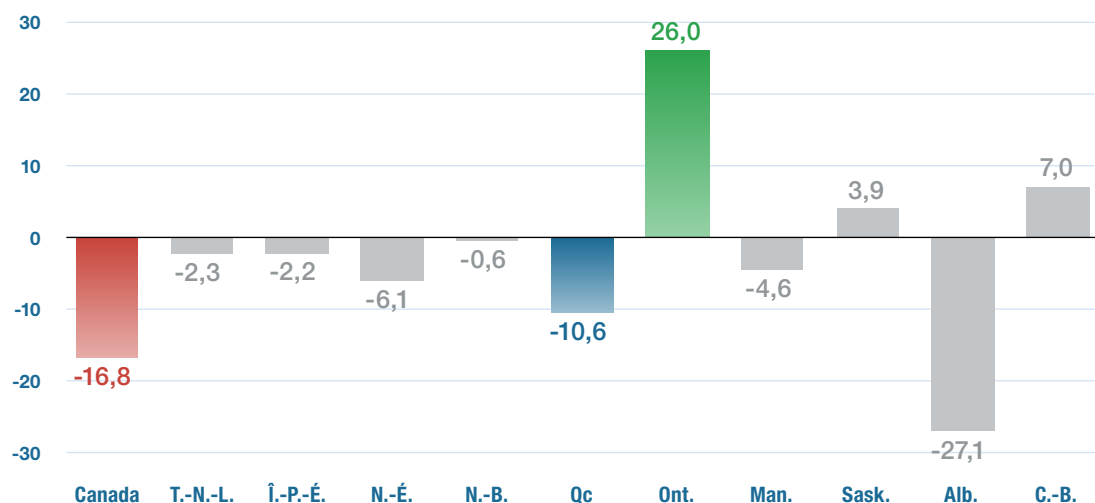
**Graphique 13**  
Variation du nombre de  
travailleurs autonomes  
au Québec  
données désaisonnalisées ;  
en milliers



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0288-01

Du côté de l'Ontario, on note toutefois le contraire : le nombre de travailleurs autonomes (26 000) a poursuivi sa croissance en 2019.

**Graphique 14**  
Variation nette du  
nombre de travailleurs  
autonomes au  
Canada en 2019  
données désaisonnalisées ;  
en milliers



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0288-01

## Montréal et les régions

Bien qu'au Québec dans son ensemble, la création d'emploi ait fait des gains comparativement à l'an dernier, les données révèlent des trajectoires divergentes entre la métropole et le reste de la province. En effet, lorsqu'on les analyse de plus près, on réalise que le nombre d'emplois n'a à peu près pas varié à Montréal en 2019 alors qu'il a crû dans le reste de la province. Ce constat s'avère d'ailleurs complètement le contraire de ce qui avait été observé au cours des trois années précédentes.

Ainsi, après avoir connu trois bonnes années de création nette d'emploi, Montréal a perdu la cadence. En contrepartie, le nombre d'emplois a légèrement augmenté dans les régions métropolitaines de recensement de Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières et Saguenay au cours de 2019. Et ce phénomène s'est manifesté encore plus particulièrement dans la partie ontarienne d'Ottawa. Pour cette région, les prochains mois dévoileront s'il s'agissait d'une anomalie statistique ou bien d'une tendance bien réelle.

Au cours des 10 dernières années, la création d'emploi a été positive dans toutes les RMR québécoises sauf au Saguenay, mais c'est à Montréal qu'elle a été la plus importante.

**Tableau 1**  
Création d'emploi  
dans les régions  
métropolitaines de  
recensement  
du Québec

données désaisonnalisées,  
moyennes mobiles de 3 mois;  
en milliers

	Fin 2018 – Fin 2019		Fin 2009 – Fin 2019 (10 ans)		10 ans (rythme annuel)	
	Nb	Var. %	Nb	Var. %	Nb	Var. %
Ottawa-Gatineau (ON/QC)	61,1	8,3	118,9	17,5	11,9	1,6
Sherbrooke	5,4	5,1	13,6	13,8	1,4	1,3
Trois-Rivières	3,1	4,1	7,7	11,0	0,8	1,0
Québec	2,7	0,6	49,2	12,3	4,9	1,2
Saguenay	1,7	2,3	-1,8	-2,4	-0,2	-0,2
Montréal	0,5	0,0	289,6	15,1	29,0	1,4

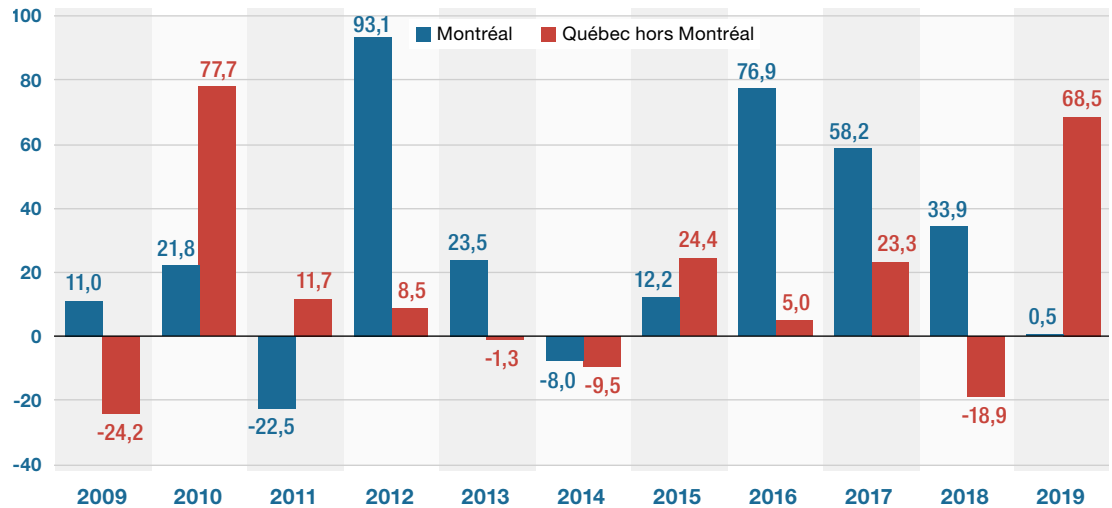
Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0294-01

**Note pour cette section :** les soldes totaux de création d'emploi sont exprimés en valeurs désaisonnalisées, en moyennes mobiles sur de trois mois. Les soldes de création d'emploi à temps plein et à temps partiel sont exprimés en valeurs non désaisonnalisées, en moyennes mobiles de trois mois. Cela fait en sorte que la somme des variations des emplois à temps plein et des emplois à temps partiel (deux séries non désaisonnalisées) n'équivaut pas nécessairement au total indiqué (une série désaisonnalisée).

Graphique 15

Création nette d'emploi à Montréal et ailleurs au Québec

données non-désaisonnalisées, moyennes mobiles de 3 mois; en milliers



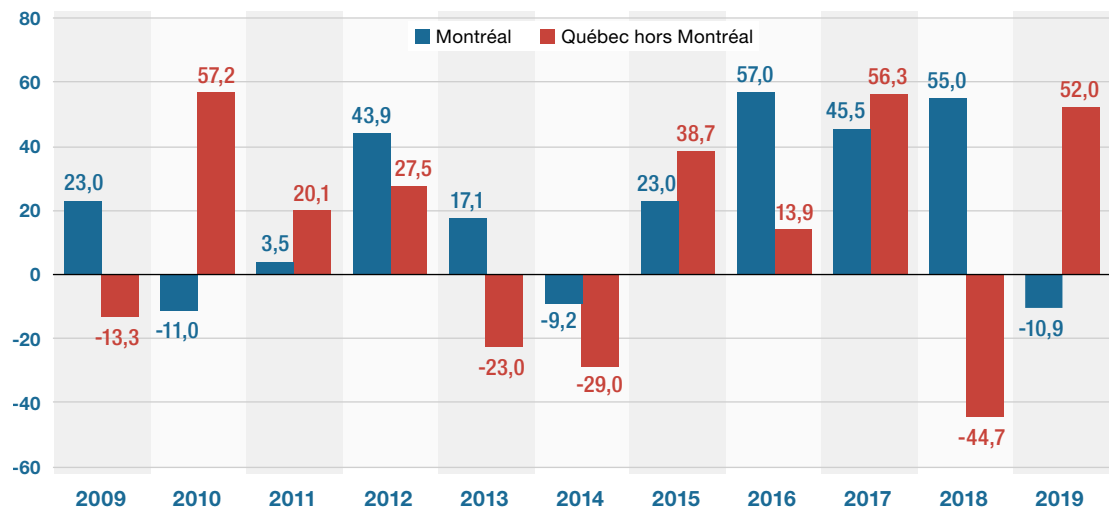
Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0294-01

Plus spécifiquement, le nombre d'emplois à temps plein a diminué de 10 900 à Montréal au cours de la dernière année (+52 000 au Québec hors Montréal) alors que le nombre d'emplois à temps partiel a augmenté de 32 300 dans la métropole (+9 100 au Québec hors Montréal).

Graphique 16

Création nette d'emploi à temps plein à Montréal et ailleurs au Québec

données non-désaisonnalisées, moyennes mobiles de 3 mois; en milliers

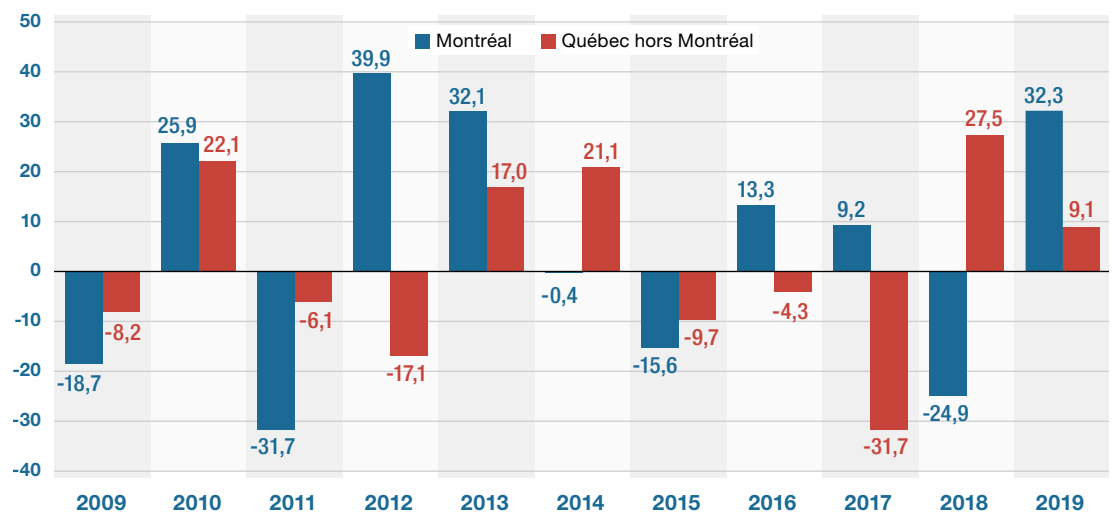


Sources: Statistique Canada, tableau: 14-10-0082-01 et 14-10-0095-01

Graphique 17

Création nette d'emploi à temps partiel à Montréal et ailleurs au Québec

données non-désaisonnalisées, moyennes mobiles de 3 mois; en milliers

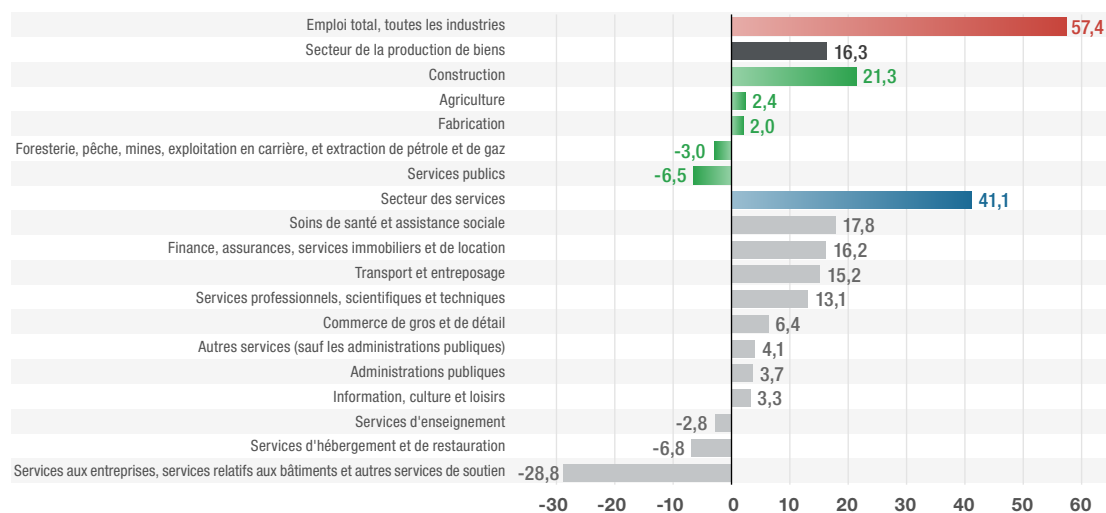


Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0082-01 et 14-10-0095-01

## Secteurs d'activité

L'analyse de l'évolution de l'emploi par secteur industriel montre que c'est le secteur des services qui a été le plus favorisé au Québec en 2019 (+41 100 emplois) réaffirmant ainsi son importance pour l'économie du Québec. On observe notamment une croissance du nombre d'emplois dans les domaines des soins de santé et assistance sociale, des services professionnels, scientifiques et techniques, des services financiers et du transport et de l'entreposage. Suivi par l'industrie de la construction qui a connu une croissance de 21 300 emplois et le secteur de la production de biens qui a gagné 16 300 nouveaux emplois. À terme, ces gains ont plus que compensés les pertes observées dans les services public et les ressources naturelles.

**Graphique 18**  
Variation sectorielle  
de l'emploi au  
Québec en 2019  
données désaisonnalisées ;  
en milliers

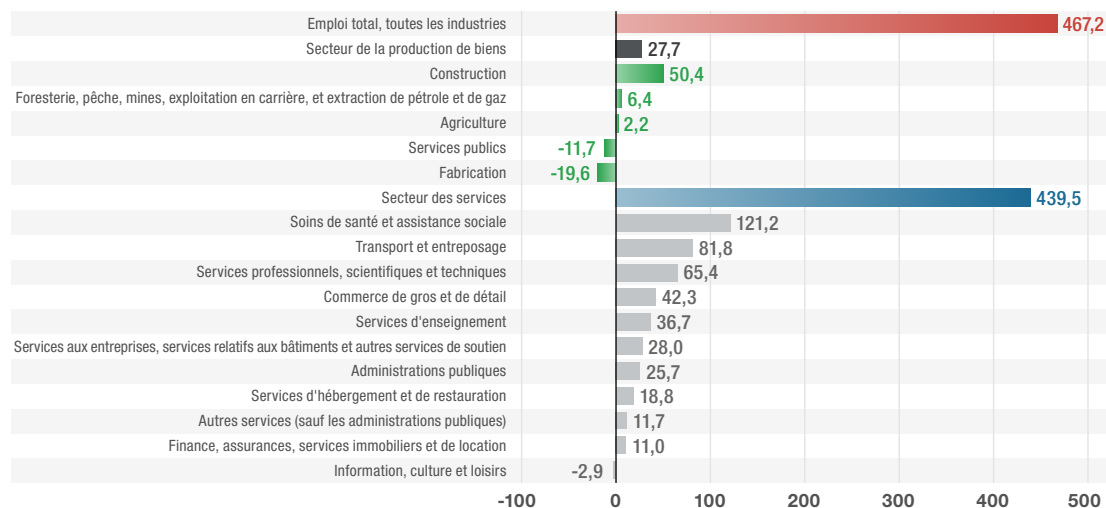


Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0355-01

Sur un horizon de dix ans, ce sont quelque 467 200 emplois qui ont été créés au Québec, et ce, presque exclusivement dans le secteur des services. En parallèle, on observe que deux des cinq catégories d'emplois du secteur Production de biens, – les services publics et la fabrication –, comptent aujourd'hui moins d'emplois qu'il y a dix ans, alors que l'industrie de la construction a connu une hausse de plus de 50 000 emplois.

En ce qui concerne les services, une croissance en matière d'emploi est observée dans toutes les principales catégories, sauf pour Information, culture et loisirs qui a enregistré une très légère baisse de ces effectifs. Plus spécifiquement, l'analyse révèle que plus de 60% des emplois nets créés dans les services au cours des dix dernières années l'ont été dans les soins de santé, les services professionnels scientifiques et techniques, ainsi que dans le transport et l'entreposage.

**Graphique 19**  
Variation sectorielle de  
l'emploi au Québec de  
fin 2009 à fin 2019  
(10 ans)  
données désaisonnalisées ;  
en milliers

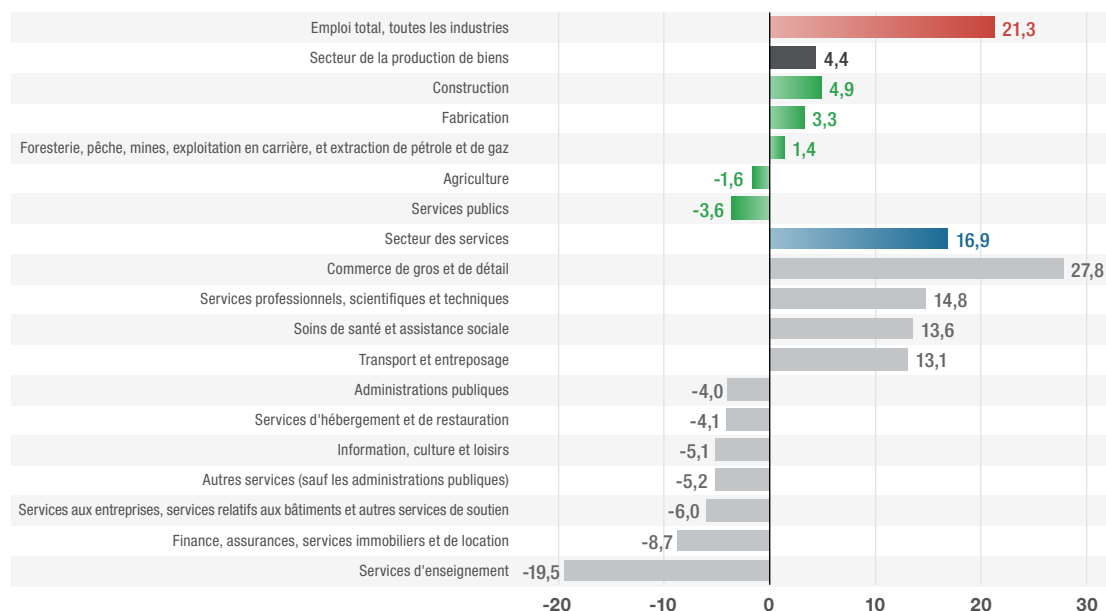


Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0355-01

Lorsqu'on limite l'analyse de la situation de l'emploi par secteur d'activité au territoire montréalais, on constate qu'en 2019 des gains (données non désaisonnalisées) ont été enregistrés dans cette région tant dans le secteur de la production de biens (+4 400 emplois) que dans celui des services (+16 900 emplois). Plus spécifiquement, ces gains ont été particulièrement notables dans le commerce de gros et de détail, le milieu des soins de santé et de l'assistance sociale, dans les services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que dans le transport et l'entreposage. En revanche, une diminution du nombre d'emplois a notamment été observée dans les services d'enseignement et le secteur Finance, assurances, services immobiliers et de location.

**Graphique 20**  
Variation sectorielle  
de l'emploi à Montréal  
en 2019

données non désaisonnalisées,  
moyennes mobiles 3 mois;  
en milliers

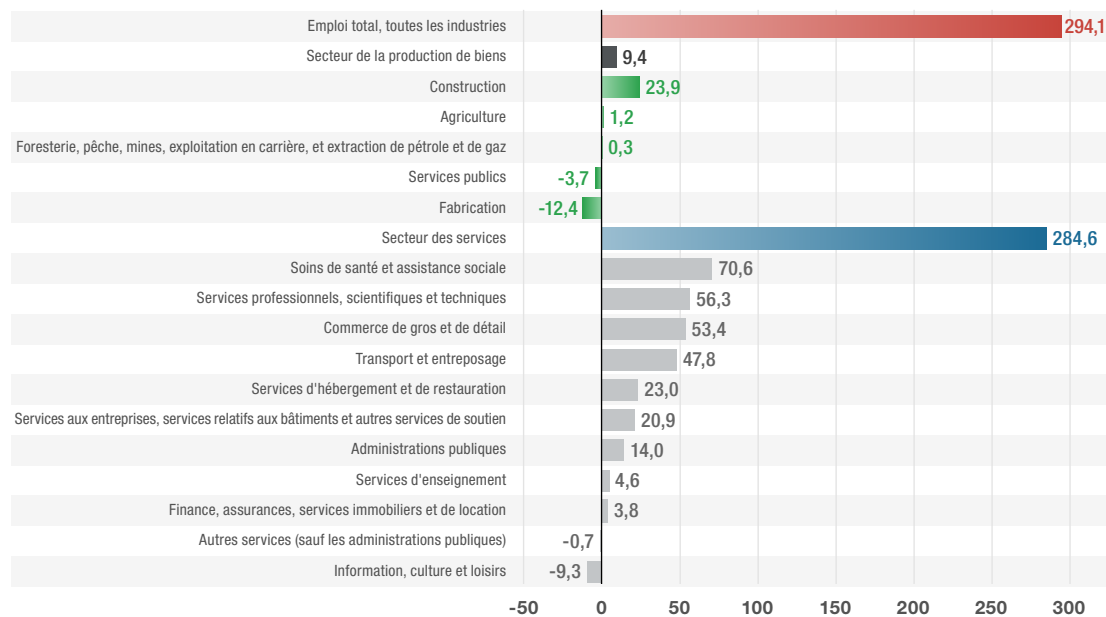


Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0097-01

Sur un horizon de dix ans, la tendance qui se dessine vers une économie de services devient beaucoup plus limpide. Ce sont 294 100 emplois qui ont été créés à Montréal, dont presque la totalité dans le secteur des services. Fait à noter: 12 400 emplois ont disparu dans le secteur de la fabrication au cours de cette même période.

**Graphique 21**  
Variation sectorielle  
de l'emploi à Montréal  
de fin 2009 à fin 2019  
(10 ans)

données non désaisonnalisées,  
moyennes mobiles 3 mois;  
en milliers



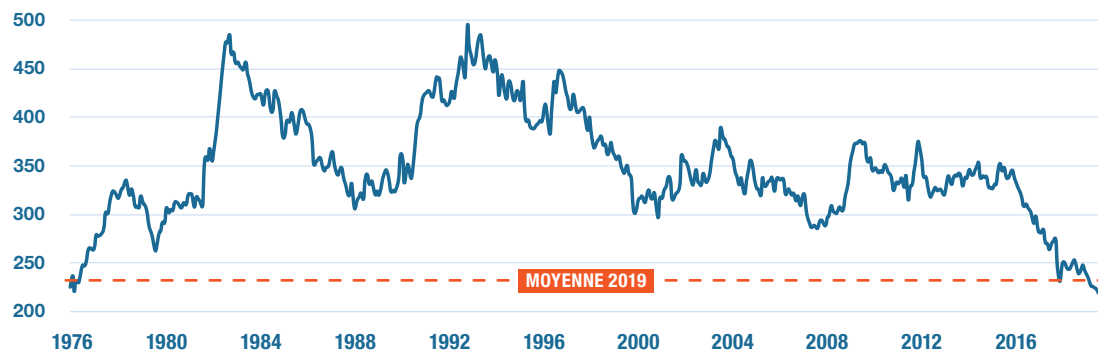
Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0097-01



# Taux de chômage

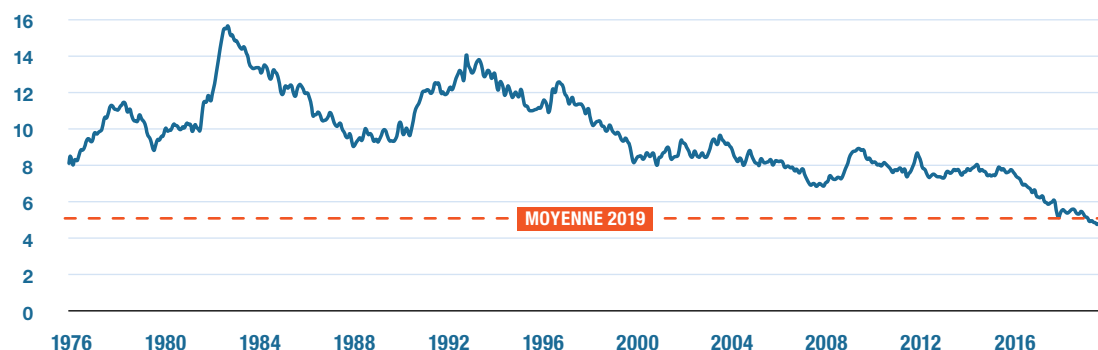
Bien que la population du Québec se soit accrue de 2,4 millions de personnes depuis 1976, la province compte actuellement presque le même nombre de chômeurs qu'à cette époque, soit 241 000 Québécois. Ce nombre est d'ailleurs relativement stable depuis la fin 2017, ce qui équivaut à un niveau historiquement bas.

**Graphique 22**  
Nombre de chômeurs au Québec  
données désaisonnalisées ; en milliers



Au Québec, le **taux de chômage** s'élevait à 5,3 % en décembre 2019, alors que la moyenne annuelle s'établissait à 5,1 %. Depuis novembre 2017, il se maintient sous la barre des 6 % : la valeur la plus faible ayant été enregistrée en août 2019 (4,7 %).

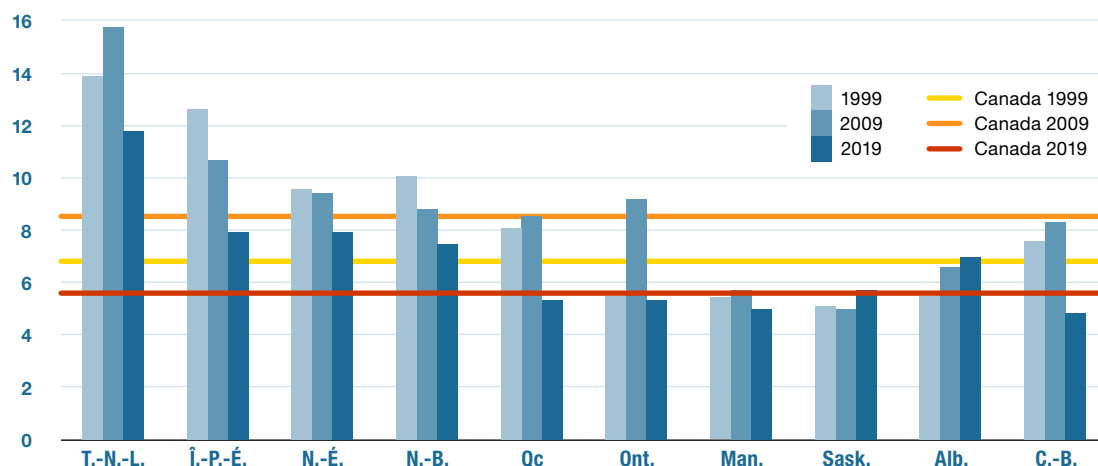
**Graphique 23**  
Taux de chômage au Québec  
données désaisonnalisées ; en %



En 2019, le **taux de chômage** à l'échelle canadienne a atteint son plus faible niveau en 44 ans, soit depuis que Statistique Canada compile ces données sur une base mensuelle. Parmi les provinces canadiennes, ce sont la Colombie-Britannique (4,7 %), le Québec (5,1 %) et le Manitoba (5,3 %) qui affichent les meilleures performances à ce chapitre ; la moyenne canadienne se situant à 5,6 %.

Alors qu'à la fin 1999, le taux de chômage du Québec surpassait de 1,3 point de pourcentage celui du Canada (8,1 % contre 6,8 %), quelque vingt ans plus tard, la tendance s'est carrément inversée : le taux de chômage au Québec est désormais plus faible de 0,5 point de pourcentage que dans l'ensemble du pays (5,1 % contre 5,6 %).

**Graphique 24**  
Taux de chômage par province  
données désaisonnalisées ; en %



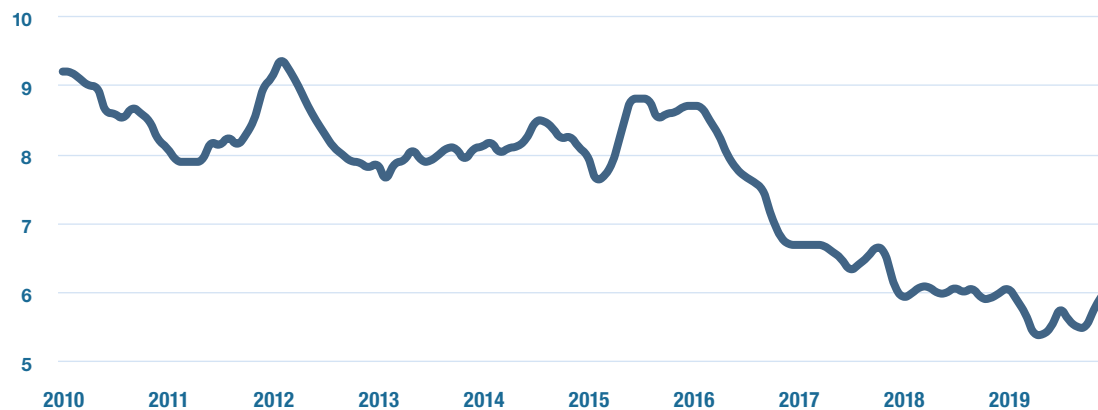
## Montréal

Dans la RMR de Montréal, le taux de chômage montre des signes de stabilité depuis un an. S'établissant à 6,0 % en décembre 2019 alors que la moyenne pour cette année se situait à 5,7 %, il demeurerait faible par rapport à sa tendance historique. Le taux de chômage à Montréal se maintient au-dessus du taux de chômage provincial (5,1 %), ce qui s'explique notamment par une présence plus importante de l'immigration dans la métropole.

Graphique 25

### Taux de chômage à Montréal

données désaisonnalisées; en %



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0294-02

# 3 INDICE DE L'EMPLOI DE L'IDQ: VIGUEUR ET QUALITÉ

La **vigueur du marché du travail** s'est légèrement accrue au cours de 2019. Dans les faits, l'indicateur était en hausse jusqu'au troisième trimestre pour ensuite légèrement fléchir dans les deux derniers mois de l'année. Ainsi, selon les six indicateurs retenus par l'IDQ pour évaluer la vigueur du marché de l'emploi,<sup>3</sup> le *taux de chômage* est demeuré très faible l'année dernière, le *taux d'emploi des travailleurs dans la force de l'âge (25–54 ans)* s'est maintenu près de son sommet historique à 85,7 %, et le niveau de *sous-utilisation de la main-d'œuvre* est resté favorable.

Par ailleurs, la situation des *chômeurs de longue durée (27 semaines et plus)* s'est grandement améliorée, puisque leur nombre est en constante décroissance. On observe également que la *proportion des employés œuvrant dans le secteur privé* est stable depuis un an. Finalement, le taux d'activité – qui correspond au rapport entre l'ensemble de la population active et celle en âge de travailler – a connu une hausse en 2019, alors qu'il est généralement en baisse depuis une dizaine d'années, en raison du vieillissement de la population.

Graphique 26

Indice de vigueur du marché du travail de l'IDQ

score agrégé de six indicateurs



3 Les indicateurs retenus pour évaluer la vigueur du marché du travail sont :

1. Le taux de chômage
2. Le taux d'emploi des 25–54 ans
3. Le chômage de longue durée (27 semaines et plus)
4. La proportion de l'emploi dans le secteur privé
5. La sous-utilisation de la main-d'œuvre
6. Le taux d'activité

En ce qui a trait à la **qualité des emplois**, – que l'IDQ évalue également en fonction de six indicateurs – l'on note qu'une importante amélioration s'est produite au cours des trois premiers trimestres de 2019 pour légèrement fléchir lors du dernier. La qualité de l'emploi a ainsi atteint un sommet inégalé au cours des dix dernières années.

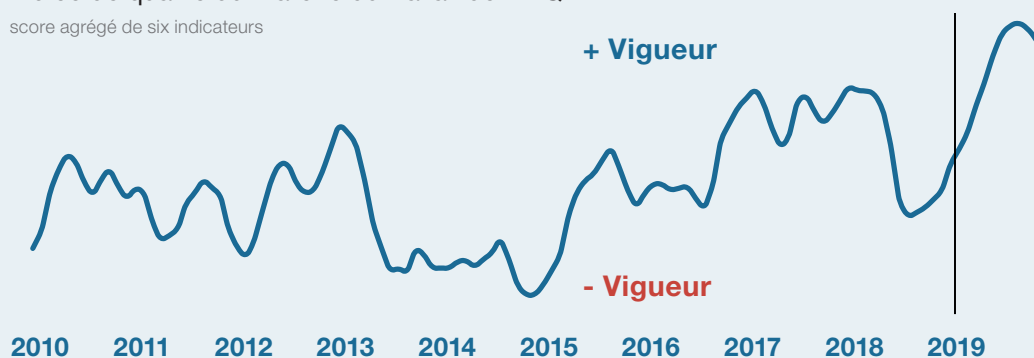
Cette amélioration s'explique notamment par la variation de ces indicateurs :

- Une *croissance de l'emploi à temps plein* supérieure à celle de la population active;
- Une *croissance de l'emploi des secteurs privés et publics* meilleure que l'an dernier;
- Un accroissement plus prononcé des *emplois dans les secteurs mieux rémunérés* que pour la moyenne provinciale;
- La *croissance salariale* a atteint des niveaux records avec une augmentation moyenne de 4,7 % entre 2018 et 2019;
- Deux indicateurs demeurent toutefois plutôt neutres. La *situation des travailleurs à temps partiel involontaire* est demeurée stable, mais reste à un niveau élevé, alors que la *situation des travailleurs temporaires* s'est légèrement détériorée.

Graphique 27

Indice de qualité du marché du travail de l'IDQ

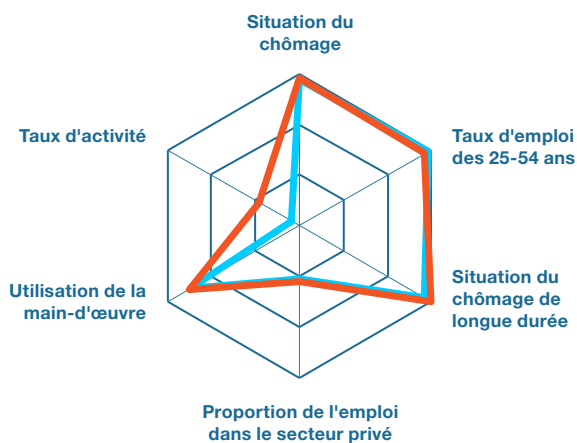
score agrégé de six indicateurs



Les douze indicateurs retenus sont présentés dans les graphiques 28 et 29 :

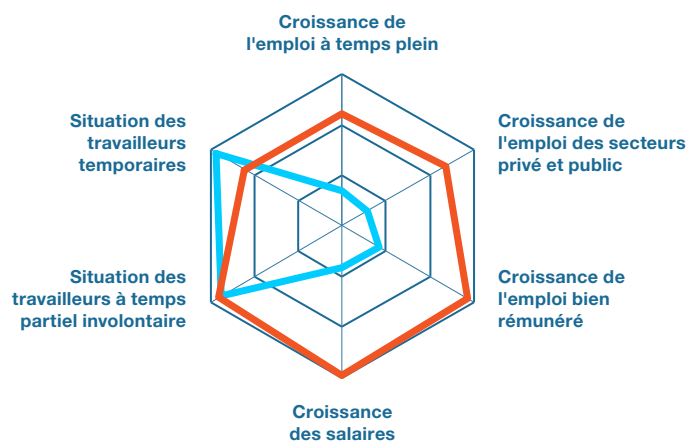
Graphique 28

Vigueur du marché du travail en hausse de **décembre 2018** à **décembre 2019**



Graphique 29

Qualité des emplois en hausse de **décembre 2018** à **décembre 2019**



# 4

## LES ENJEUX DÉMOGRAPHIQUES

Pourquoi le Québec performe aussi bien? Outre une bonne croissance économique, une des variables qui expliquent les performances du Québec face aux divers indicateurs de l'emploi est sa démographie. En effet, une diminution de la population en âge de travailler s'observe dans plusieurs régions du Québec.

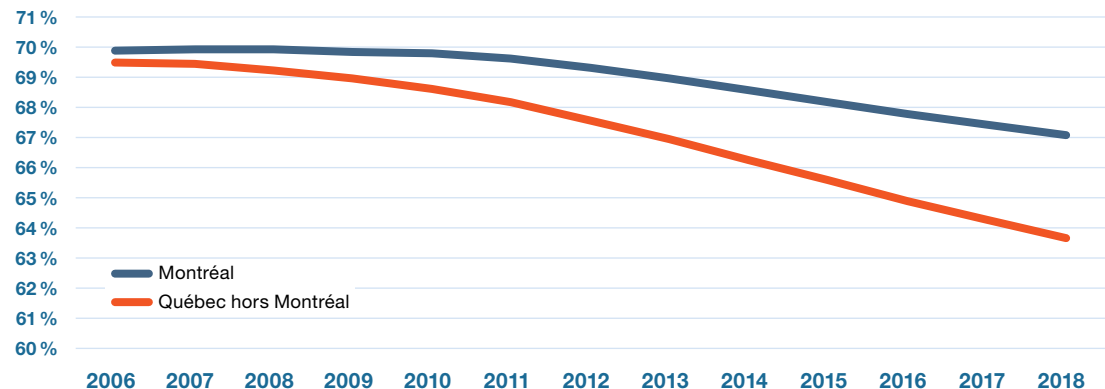
Cette réalité ne s'est cependant pas manifestée dans la métropole. Ainsi, bien que le nombre d'individus en âge de travailler (15–64 ans) se soit accru de 73 000 dans la RMR de Montréal entre 2011 et 2018, la proportion de ce groupe d'âge dans la population montréalaise a tout de même chuté, passant de 69,6% à 67,1%. Au cours de cette même période, dans le reste du Québec, ce groupe d'âge a accusé une baisse de plus de 104 000 individus et son poids dans la population est passé de 68,2% à 63,6%.

Cette importante diminution du pourcentage de Québécois âgés entre 15 et 64 ans s'explique par le nombre considérable de *baby-boomers* désormais passé dans le groupe des 65 ans et plus. À ce chapitre, les plus récentes prévisions de l'Institut de la statistique du Québec<sup>4</sup> montrent d'ailleurs que ces deux phénomènes vont s'accroître partout au Québec d'ici 2030.

Graphique 30

Proportion de la population âgée de 15 à 64 ans

en % de la population totale



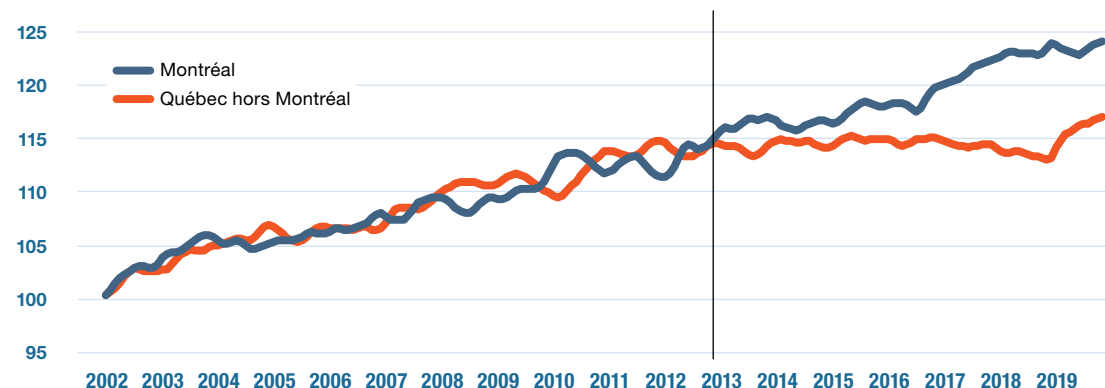
Source: Institut de la statistique du Québec

On remarque aussi que la croissance de la **population active**, – soit l'ensemble des travailleurs et des chômeurs âgés de 15 ans et plus – s'est avérée plus importante à Montréal qu'ailleurs au Québec au cours des sept dernières années. En effet, la population active montréalaise a crû à un rythme annuel moyen de 1,1% contre 0,3% pour le reste du Québec au cours de cette période.

Graphique 31

Croissance de la population active

données désaisonnalisées;  
moyennes mobiles de 3 mois;  
décembre 2001 = 100



Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0294-01

4 Institut de la statistique du Québec, 2014.

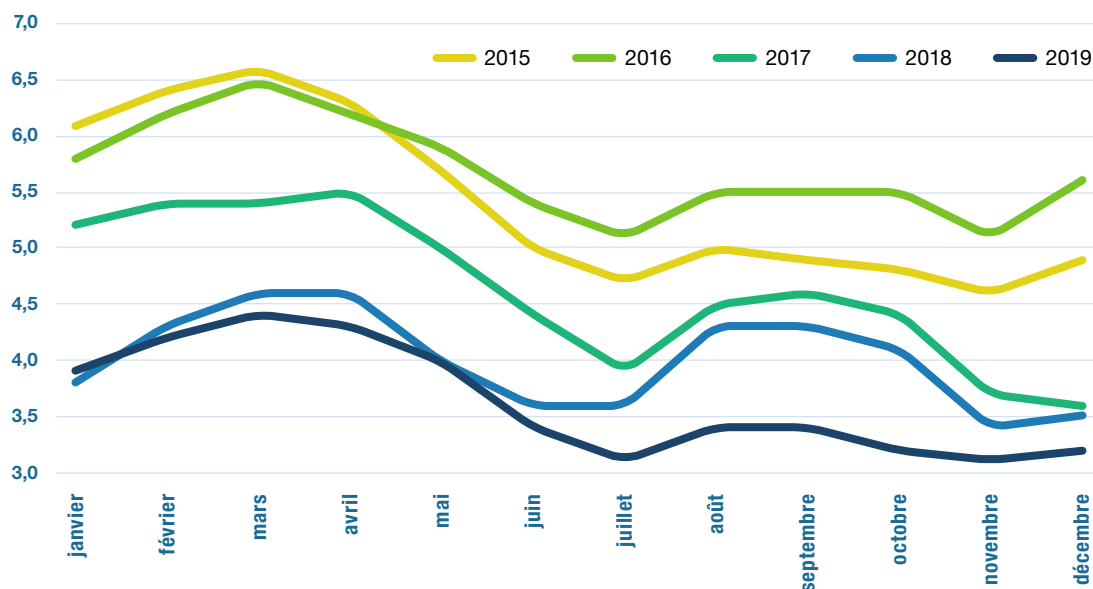
En somme, toutes les données indiquent que le marché du travail montréalais, bien que moins prolifique en 2019, demeure moins serré que celui des autres régions du Québec et que cette situation va s'exacerber au cours de la prochaine décennie. Ainsi, près de 70% des emplois créés depuis la fin de 2012 l'ont été dans la métropole; le taux de chômage y demeure plus élevé que dans l'ensemble du Québec; le taux de postes vacants y est légèrement inférieur à la moyenne provinciale et, la proportion de la population en âge de travailler poursuivra son déclin plus rapidement dans le reste du Québec qu'à Montréal.

# La situation de l'emploi pour les immigrants

Autre source d'amélioration qui explique la performance du Québec : une meilleure intégration de ses immigrants au marché de l'emploi.

À ce chapitre, le graphique 32 nous montre l'évolution du taux de chômage au Québec des personnes de 25–54 ans natives du Canada.<sup>5</sup> On y apprend que le taux de chômage des personnes actives sur le marché du travail connaît une baisse constante depuis 2016, avec un taux qui se situe en décembre 2019 autour de 3,2 % (moyenne 2019 : 3,6 %), ce qui représente un niveau inégalé.

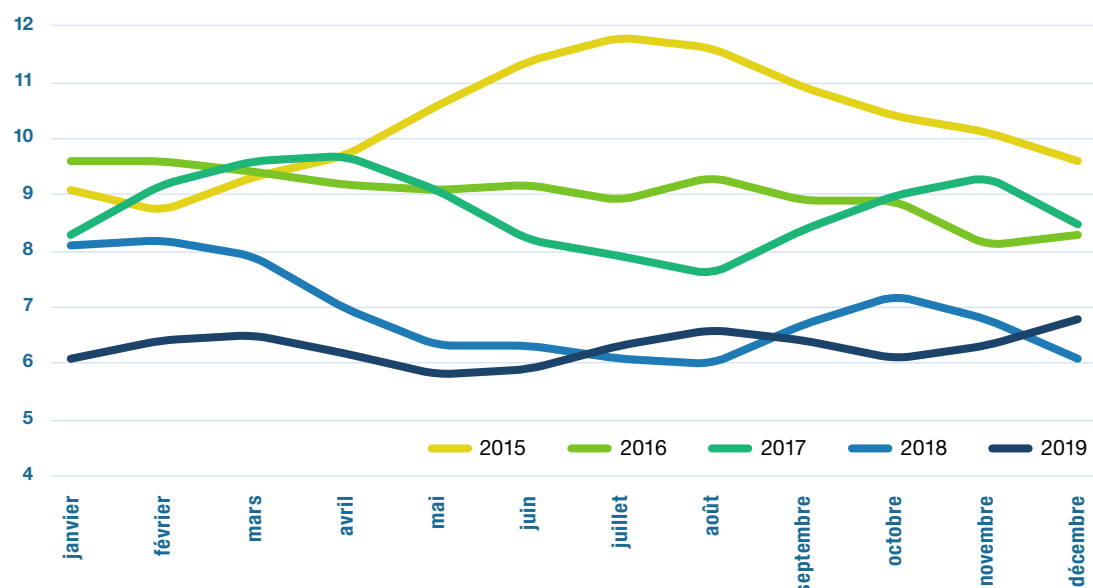
**Graphique 32**  
Taux de chômage au Québec – Natifs du Canada de 25 à 54 ans  
données non désaisonnalisées ; moyennes mobiles de 3 mois ; en %



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0082-01

En concordance avec les taux de chômage bas des natifs, celui des immigrants de 25 à 54 ans a lui aussi décliné. Si bien qu'au Québec, le taux de chômage des immigrants s'est abaissé de façon importante entre les années 2016 et 2018, pour demeurer stable par la suite. En 2019, il s'est encore légèrement abaissé pour atteindre 6,3 %, soit un peu plus faible que celui de 2018 (6,9 %).

**Graphique 33**  
Taux de chômage au Québec – Immigrants de 25 à 54 ans  
données non désaisonnalisées ; moyennes mobiles de 3 mois ; en %

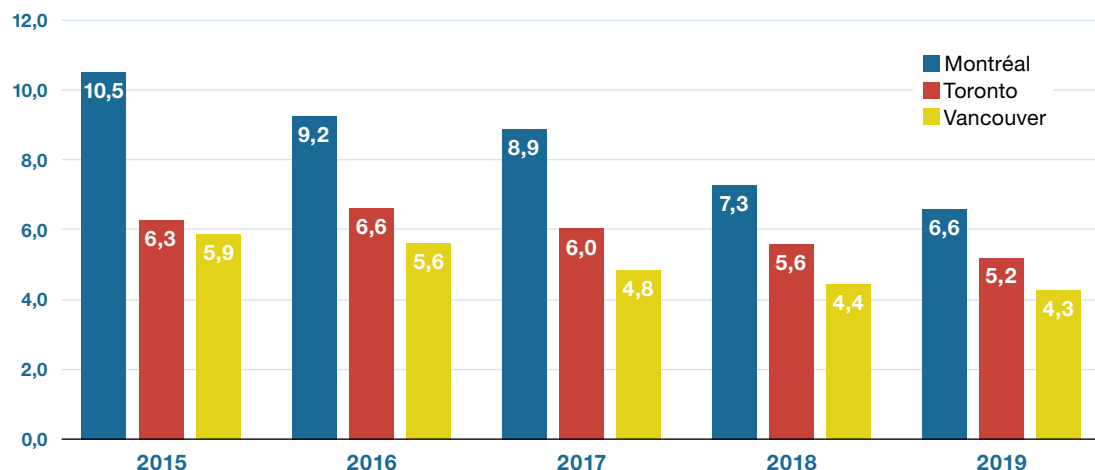


Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0082-01

5 Afin de tenir compte des différences démographiques entre les immigrants et les natifs ainsi qu'entre les immigrants des grandes villes canadiennes, nous avons limité l'analyse aux personnes actives de 25 à 54 ans.

Notre note de recherche *Mise à jour et clarification des données sur l'immigration et le marché du travail*<sup>6</sup> publiée en septembre 2018 faisait état du rattrapage de Montréal (et du Québec) par rapport à Toronto (et l'Ontario) et à Vancouver (et la Colombie-Britannique) selon plusieurs indicateurs d'intégration des immigrants au marché du travail local. Bien qu'entre 2015 et 2019, Montréal ait connu une meilleure réduction du taux de chômage (-3,9 points de pourcentage) que Toronto (-1,1) et Vancouver (-1,6), cette performance n'a pas été suffisante pour rattraper les niveaux observés dans ces deux villes.

**Graphique 34**  
Taux de chômage dans les grandes villes canadiennes – Immigrants de 25 à 54 ans  
en %



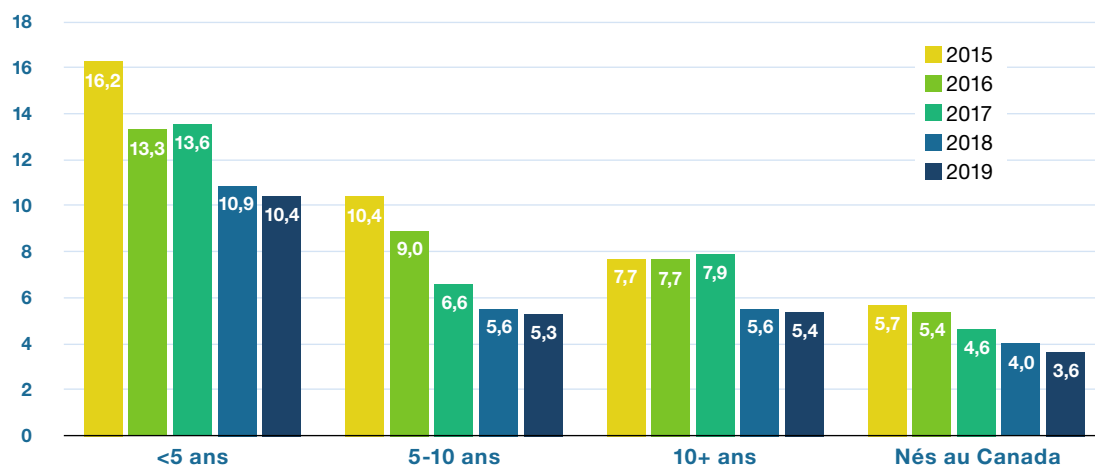
Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0082-01

Par contre, lorsqu'on analyse la situation des immigrants en fonction de leur année d'arrivée, on constate que le taux de chômage des immigrants de 25 à 54 ans arrivés au Québec depuis moins de cinq ans demeure, quant à lui, supérieur à 10%. Bien qu'il reste encore du travail à faire à ce chapitre, cela représente tout de même une amélioration de près de six points de pourcentage par rapport à la situation qui prévalait en 2015 (16,2%).

De plus, le taux de chômage des immigrants arrivés depuis cinq à 10 ans a, quant à lui, baissé de près de moitié au cours de cette même période, passant de 10,4% en 2015 à 5,3% en 2019.

Ainsi, à Montréal, et au Québec dans son ensemble, l'écart entre le taux de chômage des immigrants arrivés il y a plus de cinq ans et celui des natifs se rapproche davantage de celui observé à Toronto et à Vancouver – un écart persiste encore toutefois pour ceux arrivés au cours des cinq dernières années.

**Graphique 35**  
Taux de chômage des immigrants de 25 à 54 ans au Québec selon le nombre d'années depuis leur arrivée au Canada  
en %



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0082-01



# 5

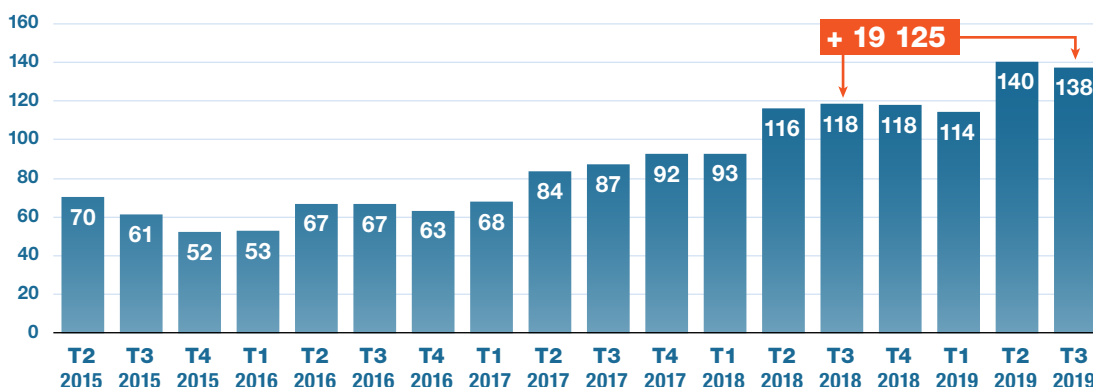
## CONSÉQUENCE: DES POSTES VACANTS

La conséquence principale de cette bonne performance est l'augmentation des postes vacants<sup>7</sup> au Québec. De 70 000 postes vacants au 2<sup>e</sup> trimestre de 2015, nous en observons maintenant 138 000 au Québec. Il semble même que ce nombre se cristallise depuis deux trimestres. On peut ainsi affirmer sans crainte qu'il existe au Québec une situation de rareté de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs de l'économie.

Suivre l'évolution du nombre de postes vacants s'avère notamment utile pour évaluer l'ampleur des besoins en main-d'œuvre. Cependant, cet indicateur ne reflète qu'une partie de la réalité puisqu'un poste disponible n'est pas systématiquement affiché. Ce concept ne tient pas compte non plus de tous les projets et investissements initiés (mais non réalisés) en raison d'un manque de main-d'œuvre, ce qui viendraient accroître le nombre de postes à combler.

Au troisième trimestre de 2019 (juillet à septembre), le nombre de postes vacants au Québec a connu une hausse de 19 125 par rapport à l'année précédente.

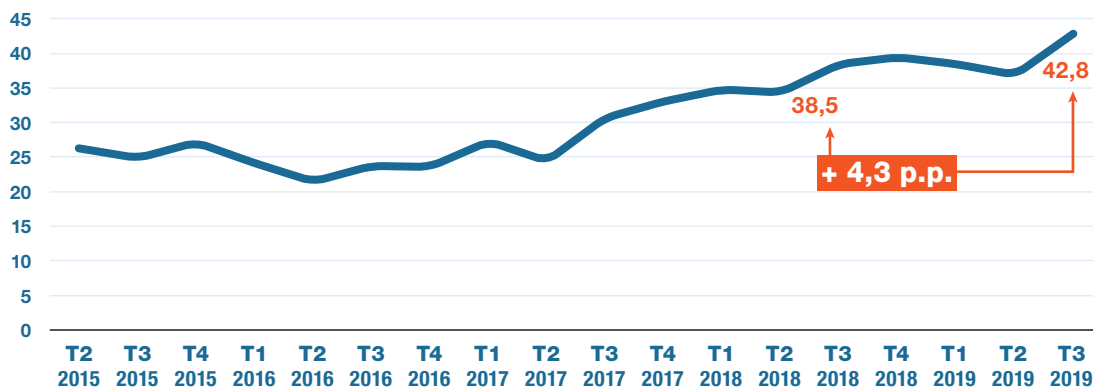
**Graphique 36**  
Nombre de postes vacants au Québec depuis 2015  
en milliers



Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0325-01

Parmi ces 137 530 postes vacants, plus de 40% étaient affichés depuis au moins trois mois, ou faisaient l'objet d'un recrutement constant. Cette situation représente un sommet depuis le lancement de cette enquête amorcée par Statistique Canada au premier trimestre de 2015. Cela signifie donc qu'une partie importante des postes offerts par les organisations peinent à être comblés, ou bien que certains employeurs sont en constant recrutement (Pensons, par exemple, à une annonce « Nous recrutons » affichée en permanence sur la devanture d'un magasin de vente au détail ou d'un restaurant).

**Graphique 37**  
Proportion de postes vacants affichés depuis plus de 90 jours ou en recrutement constant au Québec  
en %



Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0328-01

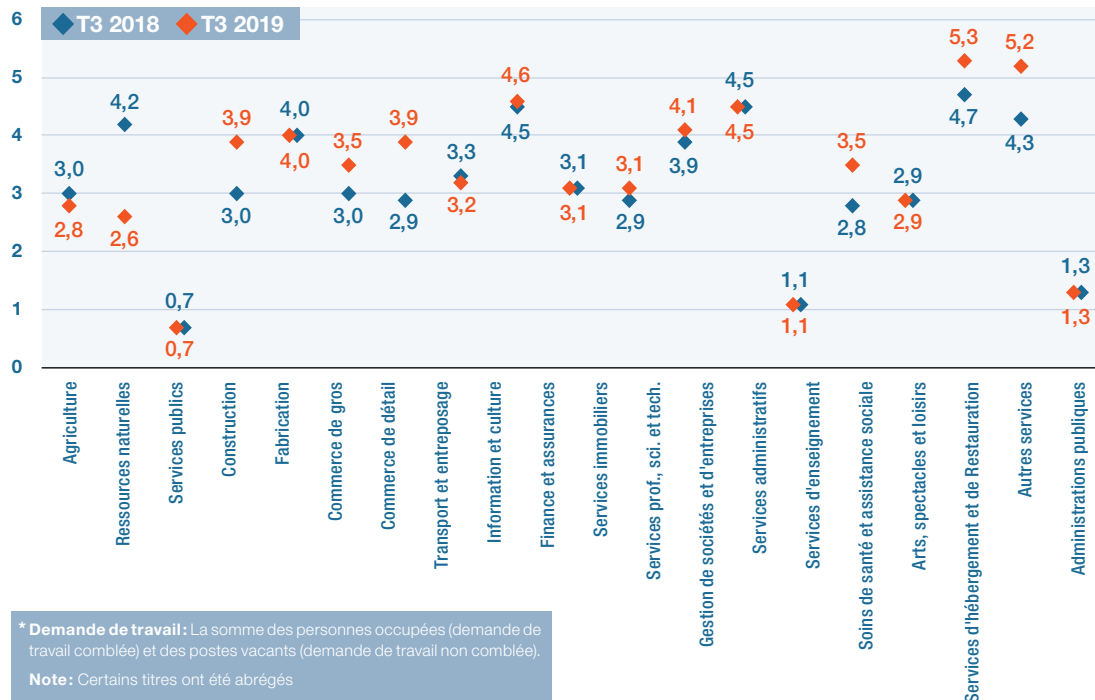
<sup>7</sup> Depuis 2015, Statistique Canada recense sur une base trimestrielle le nombre de postes non comblés et affichés dans l'ensemble du Canada par le biais de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS). Un poste est déclaré vacant s'il satisfait à toutes les conditions suivantes:

- Il est vacant à la date de référence (première journée du mois) ou le deviendra au cours du mois;
- Il y a des tâches à accomplir au cours du mois pour le poste en question;
- L'employeur cherche activement un travailleur à l'extérieur de l'organisation afin de le pourvoir.

Lorsqu'on analyse la situation par secteurs d'activité – à l'aide des codes SCIAN (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord) – on remarque que le nombre d'emplois à combler en hébergement et restauration s'est accru au cours des dernières années, passant de 4,7 % en 2017 à 5,3 % en 2019. Trois secteurs ont connu des hausses notables de leur taux de postes vacants : la construction, le commerce de détail et les soins de santé et assistance sociale. Il s'avère que ces trois secteurs représentent près du tiers des emplois occupés au Québec.

**Graphique 38**  
Taux de postes vacants

nombre de postes vacants exprimé en pourcentage de la demande de travail\*, en %

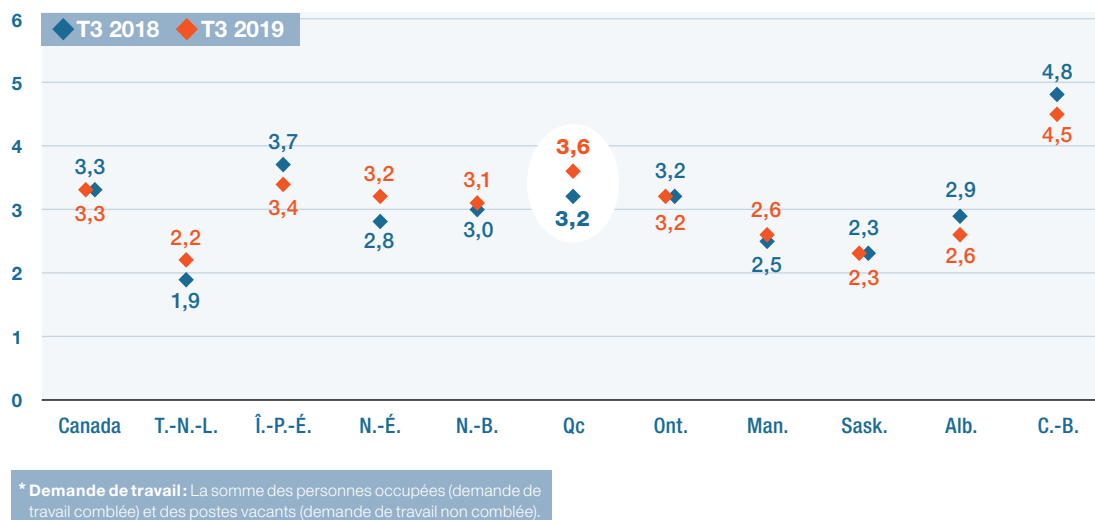


Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0326-01

Au chapitre des postes vacants, le Québec se situe au deuxième rang à l'échelle canadienne – devant l'Ontario. Ainsi, respectivement 3,6 % et 3,2 % des postes ne sont actuellement pas comblés dans les deux provinces les plus peuplées du Canada. Le problème de ressources se fait toutefois davantage sentir en Colombie-Britannique (4,5 %), malgré une baisse de 0,3 point de pourcentage observée au cours de la dernière année dans cette province.

**Graphique 39**  
Taux de postes vacants au Canada

nombre de postes vacants exprimé en pourcentage de la demande de travail\*, en %

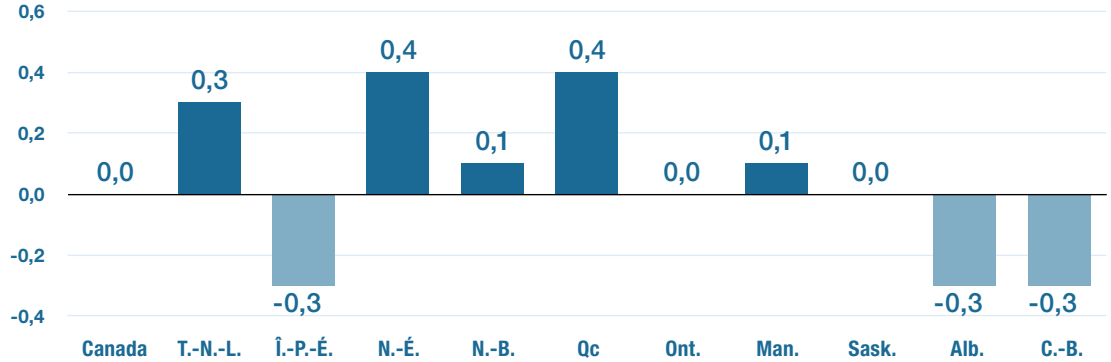


Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0325-01

Lorsqu'analysée en points de pourcentage, la croissance annuelle du taux de postes vacants révèle que les plus importantes hausses au pays ont été enregistrées au Québec et en Nouvelle-Écosse (+0,4 point de pourcentage). L'Alberta et la Colombie-Britannique ont, quant à elles, connu une baisse alors que l'Ontario et la Saskatchewan sont demeurées stables.

**Graphique 40**  
Croissance annuelle du taux de postes vacants

T3 2018 à T3 2019, variation en points de pourcentage

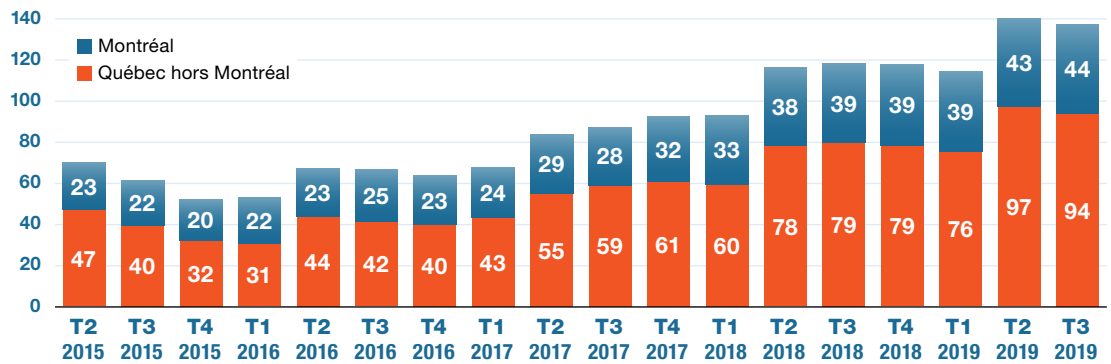


Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0325-01

À l'échelle montréalaise, l'analyse nous apprend que la croissance du nombre de postes vacants s'avère un peu plus faible dans la métropole que dans le reste du Québec. Alors qu'elle s'élève à 12,5% à Montréal, elle grimpe à 17,9% dans le reste du Québec. Au cours de la dernière année (T3 2018 à T3 2019), sa progression a toutefois été moindre qu'il y a deux ans (T3 2017 à T3 2018).

**Graphique 41**  
Nombre de postes vacants

données non désaisonnalisées; en milliers

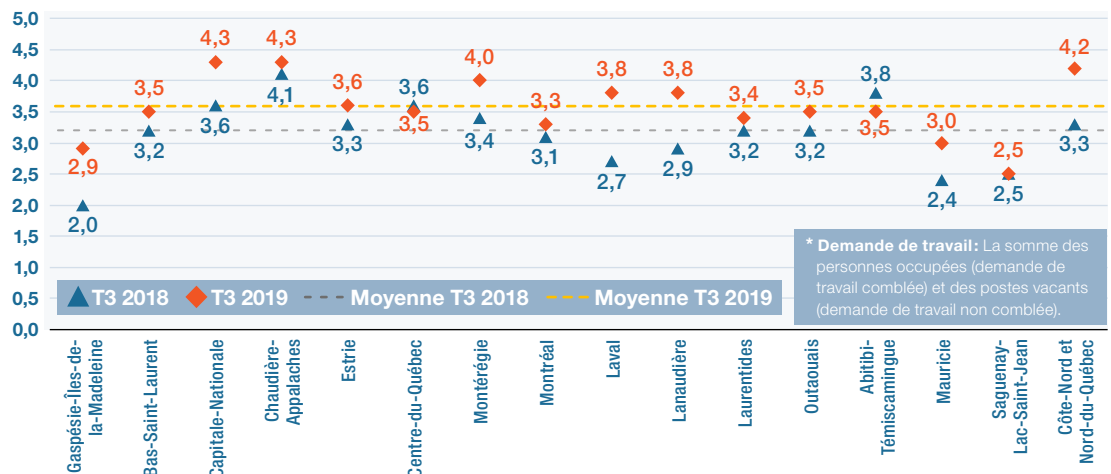


Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0325-01

Le taux de postes vacants, – qui exprime quant à lui par le nombre de postes à combler en pourcentage de la demande de travail, – connaît également une hausse dans la majorité des régions du Québec. À Montréal, ce taux demeure toutefois légèrement inférieur à la moyenne provinciale.

**Graphique 42**  
Taux de postes vacants

nombre de postes vacants exprimé en pourcentage de la demande de travail\*, en %



\* Demande de travail: La somme des personnes occupées (demande de travail comblée) et des postes vacants (demande de travail non comblée).

Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0325-01

# ANALYSE ET CONCLUSION

La croissance économique des dernières années conjuguée au vieillissement de la population a des conséquences indéniables sur les organisations québécoises et leur capacité à recruter de nouveaux employés et à combler la perte d'expertise laissée par les départs massifs à la retraite.

Cette réalité a un impact, mal mesuré, notamment en ce qui concerne les investissements familiaux qu'on y consent.

L'impact du vieillissement de la population fait en sorte que le marché du travail québécois vit un âge d'or surtout lorsque l'on énumère les indicateurs positifs observés en 2019.

Par exemple :

- ▶ Le taux de chômage est historiquement faible, mais il s'est stabilisé pour osciller dans la fourchette entre 5 et 5,5 % depuis deux ans maintenant ;
- ▶ La situation des immigrants sur le marché de l'emploi au Québec ne cesse de s'améliorer et même de battre des records en matière d'intégration ;
- ▶ Le taux d'activité des 15 ans et plus s'est légèrement accru après avoir atteint un creux l'an dernier ;
- ▶ La situation des travailleurs à temps partiel involontaire et des travailleurs temporaires s'améliore ;
- ▶ Le nombre de titulaires d'un permis d'études au Québec a atteint des sommets et l'immigration interprovinciale est pratiquement au neutre ;
- ▶ Le nombre de postes vacants s'accroît plus rapidement au Québec que dans la majorité des autres provinces canadiennes ;
- ▶ La proportion de chômeurs de longue durée est en constante décroissance, suggérant que les chômeurs ne restent actuellement pas très longtemps sans emploi ;
- ▶ Le taux d'emploi des 25–54 ans demeure près de son sommet, signifiant ainsi que peu de gains sont susceptibles de se réaliser de ce côté.

**À la lumière de ces constats, on peut donc conclure que le problème relatif à l'offre de travail, – soit la rareté des travailleurs – s'avère bel et bien structurel. Ainsi, tout porte à croire que le taux de postes vacants est un phénomène qui est là pour rester, à moins qu'une récession ne survienne. Dans un tel contexte, la création d'emplois doit cesser d'être le principal motif mis de l'avant lorsqu'on élabore des politiques économiques.**

Par ailleurs, le vieillissement de la population est une problématique de long terme dont les impacts se feront ressentir au moins jusqu'en 2029 selon les prévisions démographiques de l'Institut de la statistique du Québec. C'est pourquoi les progrès récemment observés sur le marché du travail sont importants – ils permettent de mettre la table pour l'avenir.

Heureusement, en matière de politiques publiques, des pistes de solutions peuvent être envisagées pour aider le Québec à mieux traverser cette période :

- ▶ Un accroissement du bassin de travailleurs par le biais de l'immigration et par la rétention des travailleurs expérimentés ;
- ▶ Une meilleure connaissance des besoins du marché du travail et par conséquent, une adéquation plus judicieuse de la formation de la main-d'œuvre ;
- ▶ Le remplacement des politiques économiques fondées sur la création d'emplois par des programmes centrés sur la création de valeur, en se basant entre autres sur :
  - Un investissement dans l'automatisation et la productivité des entreprises ;
  - Une main-d'œuvre bien formée, notamment par le biais d'un système d'éducation de qualité et ayant suffisamment d'agilité pour suivre l'évolution du marché du travail.

C'est sur ces pistes de solutions que la réflexion future de l'IDQ portera.